

Jean-François Casabonne
Est-ce moi?

ReLations

société politique religion

NUMÉRO 695
septembre 2004

L'altermondialisation en mouvement

Sous l'emprise
des transnationales

Désaccords féconds

Des voies nouvelles

La foi nue

Vers un quatrième
théâtre de guerre
Louis Marchildon



4.95 \$



ARTISTE INVITÉ :
MARWAN SAHMARANI

NUMÉRO 695, septembre 2004

4 actualités

Horizons

- 9 L'IDENTITÉ DE LA NOUVELLE EUROPE
PIERRE MARTINOT-LAGARDE

25 en bref

ailleurs

- 26 LA BOLIVIE : UN ESPOIR DÉÇU
DENIS LANGLOIS

Controverse

- 28 LE VOILE EN QUESTION
AMINA ALAOU
NADIA TOUHAMI

regard

- 30 VERS UN QUATRIÈME THÉÂTRE DE GUERRE
LOUIS MARCHILDON
- 33 LA MARCHÉ DES FEMMES SE POURSUIT
CÉLINE DUBÉ

clairsonnance

- 37 EST-CE MOI?
JEAN-FRANÇOIS CASABONNE

38 multimédias

40 Livres

COUVERTURE : MARWAN SAHMARANI, *LE GRAND CANDIDAT*, 2004, HUILE SUR TOILE, 61 x 68 PO.

DOSSIER

- 10 **L'ALTERMONDIALISATION EN MOUVEMENT**
Petit à petit, le système financier globalisé place ses pions, déployant la colonisation économique et technocratique de toutes les sociétés. Cependant, le mouvement altermondialiste, à travers le monde, par ses manifestations d'envergure, ses contre-sommets et ses forums sociaux, a su offrir, sur divers fronts, une véritable résistance à ces prétentions hégémoniques, contrariant l'euphorie des tenants de la mondialisation néolibérale. Les jeux ne sont pas faits. Un monde autre est possible. C'est cette résistance plurielle, ses enjeux, ses visées, ses sources, qui font l'objet du présent dossier.
- 12 **SOUS L'EMPRISE DES TRANSNATIONALES**
ÉRIC PINEAULT
- 15 **DÉSACCORDS FÉCONDS**
TABLE RONDE
- 19 **DES VOIES NOUVELLES**
CAROLINE DÉSY
- 20 **UNE AUTRE AMÉRIQUE EST POSSIBLE**
NORMAND BREAU
- 22 **LA FOI NUE**
NICOLE LAURIN ET MARCO VEILLEUX

ARTISTE INVITÉ

Originaire de Beyrouth, au Liban, **Marwan Sahmarani** est peintre. Il vit actuellement à Montréal. Son questionnement ne cesse d'être lié au site primitif qu'est la région du Moyen-Orient et toutes ses composantes. Il propose une peinture à l'huile qui veut être une réflexion sur le médium et son support face aux problèmes sociopolitiques. Il expose à Beyrouth et à Montréal. Sa dernière exposition *Mecca-Cola* s'est tenue à la Galerie Clair Obscur, en mai-juin 2004.

Relations

FONDÉE EN 1941

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité de membres de la Compagnie de Jésus et d'une équipe de personnes engagées dans la promotion de la justice.

BUREAUX

25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6
tél. : (514) 387-2541
téléc. : (514) 387-0206

relations@cjf.qc.ca
www.revue-relations.qc.ca

DIRECTEUR

Jean-Marc Biron

RÉDACTRICE EN CHEF

Anne-Marie Aitken

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT

Jean-Claude Ravet

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Marco Veilleux

DIRECTION ARTISTIQUE

Mathilde Hébert

ILLUSTRATIONS

Stéphanie Béliveau
Jacques Goldstyn

RÉVISION/CORRECTION

Éric Massé

IMPRESSION

HLN, Sherbrooke.

COMITÉ DE RÉDACTION

Gregory Baum, Céline Dubé,
Guy Dufresne, Élisabeth Garant,
Fernand Jutras, Nicole Laurin,
Robert Mager, Guy Paiement,
Rolande Pinard

COLLABORATEURS

André Beauchamp, Dominique Boisvert, Louise Boivin, René Boudreault, Jean-François Casabonne, Marc Chabot, Jean-Marc Éla, Vivian Labrie, Jean-Paul Rouleau

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Repère* et dans *l'Index de périodiques canadiens*, publication de Info Globe. Dépôt légal. Bibliothèque nationale du Québec.

ABONNEMENTS

Hélène Desmarais
8 numéros (un an) : 35 \$
(taxes incluses)
Deux ans : 65 \$ (taxes incluses)
À l'étranger : 45 \$ Étudiants : 25 \$

TPS : R119003952
TVQ : 1006003784

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada, par l'entremise du Programme d'aide aux publications (PAP), pour nos dépenses d'envoi postal.

ISSN 0034-3781
Envoi de Poste-publication
Enregistrement n° 09261

Où est le différend?

La récente lettre du cardinal Ratzinger sur « la collaboration de l'homme et de la femme dans l'Église et dans le monde » provoque des remous. Le fossé qui s'est creusé depuis plusieurs décennies entre Rome et de nombreuses femmes continue à s'agrandir.

Fidèle à la pensée de Jean-Paul II, qui a été proluxe sur ce sujet tout au long de son pontificat, la lettre récuse « certaines conceptions anthropologiques contemporaines dont les thèses ne coïncident pas avec les perspectives authentiques de la promotion de la femme ». Selon la Congrégation de la doctrine de la foi, ces thèses encouragent la rivalité entre les sexes et goment les différences sous prétexte d'éviter la suprématie d'un sexe sur

pour nous qui sommes plongées dans le XXI^e siècle? Avançons quelques raisons non exhaustives qu'il faudrait, bien sûr, développer davantage. Une première réside dans le fait que la vision anthropologique et théologique du cardinal Ratzinger n'inclut pas le monde réel dans lequel nous vivons. Elle propose un monde idéalisé, loin du nôtre sur lequel l'idéal projeté n'a pas de prise. L'Église qui se dit « experte en humanité » – elle possède de fait un véritable trésor, qui pourrait le nier! – développe malheureusement un langage et une anthropologie biblique qui nous rejoignent difficilement, car ils ne prennent pas en compte les sciences humaines grâce auxquelles nous pensons aujourd'hui les rapports entre les hommes et les femmes. Nous avons l'impression que les changements culturels actuels n'enrichissent pas la réflexion biblique romaine.

Une deuxième raison concerne la reconnaissance des mouvements sociaux. Jean XXIII voyait dans l'émancipation des femmes un « signe des temps » en lien avec la croissance du Royaume de Dieu. Le cardinal Ratzinger, quant à lui, parle bien de l'égalité des hommes et des femmes, mais omet de mentionner les situations d'inégalités dont souffrent tant de femmes sur la planète et les rôles sociaux qu'elles occupent. La femme, toujours nommée au singulier, reste une idée abstraite. Même s'il est affirmé qu'elle doit assumer des responsabilités dans la société, tout pouvoir lui est dénié car vu comme une rivalité avec les hommes. Réduit au féminisme radical, le mouvement des femmes se trouve disqualifié dans son ensemble. De ce fait, le pluralisme qui est inhérent à ce mouvement est gommé, alors qu'il pourrait être une occasion de dialogue et d'avancée commune.

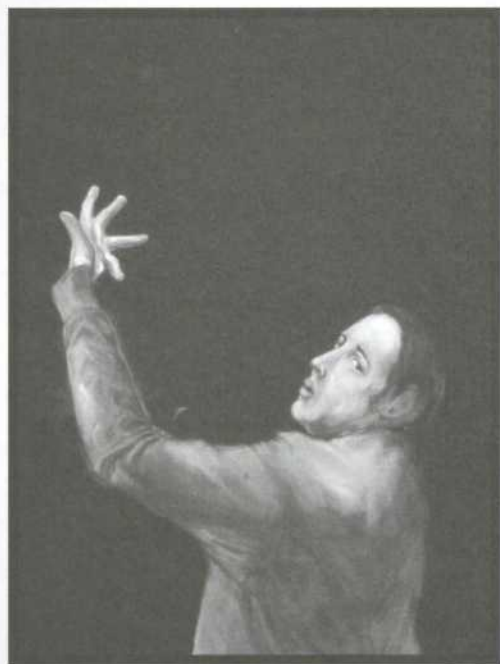
Enfin, la lettre peine à articuler ce qui relève de la nature et de la culture. La différence biologique déterminerait la nature des hommes et des femmes en assignant un rôle spécifique à

chaque sexe. Que la différence sexuelle influence le comportement des femmes et des hommes est indéniable. Cependant, aucune anthropologie n'a réussi à dégager de manière convaincante des traits exclusifs et universels, valables pour toutes les femmes et pour tous les hommes. Définir la différence est d'une certaine manière la tuer, l'enfermer dans des stéréotypes. Car ce qui est propre à un être humain ne relève pas d'abord de l'anatomie, mais de la liberté.

Dans le tournant de civilisation que nous traversons, cette lettre soulève donc des questions fondamentales sur l'être humain. Espérons que les évêques du Québec prendront courageusement position face à elle pour faire avancer la collaboration entre les hommes et les femmes dans la société et dans l'Église, en tenant compte du contexte qui est le nôtre. Le différend actuel pourrait ainsi porter fruit.

Pour cette rentrée, nous inaugurons une nouvelle chronique littéraire intitulée « Clairsonance », sous la plume du comédien et écrivain Jean-François Casabonne. Donnant libre cours à son imagination créatrice et au choc des images, il nous entraîne dans l'univers des rêves à la poursuite du sens de nos vies. La rubrique « Horizons » continue de donner la parole à des membres de la Compagnie de Jésus engagés dans l'instauration de plus de justice, mais cette fois – mondialisation oblige! – en provenance de divers continents. Nous nous souvenons aussi avec reconnaissance de Marie-Paule Maloin qui fut membre du comité de rédaction de la revue pendant de nombreuses années et qui est décédée sans bruit, en juin dernier, à la suite d'une douloureuse maladie.

ANNE-MARIE AITKEN



MARWAN SAHMARANI,
LE DOUTE ÉCLAIRÉ,
HUILE SUR TOILE,
36 X 48 PO,
2003

l'autre. Elles contribuent ainsi à « une mise en question de la famille » et introduisent « un modèle nouveau de sexualité polymorphe ».

D'où vient que la réplique du Vatican à ces « nouvelles » thèses soit si difficile à entendre et à comprendre

Monsanto : chaud et froid sur les OGM

Malgré une récente décision de la Cour suprême en sa faveur, la multinationale Monsanto fait face à une mobilisation vigilante de la part des opposants aux OGM



L'AUTEUR EST RESPONSABLE DE LA CAMPAGNE OGM POUR GREENPEACE

ÉRIC DARIER

Le 24 mai dernier, le plus haut tribunal du Canada, dans un jugement de cinq contre quatre, statuait que l'agriculteur Percy Schmeiser, de la Saskatchewan, avait violé le brevet de l'entreprise Monsanto sur le canola génétiquement modifié (GM). L'entreprise multinationale agrochimique et biotechnologique prétendait que l'agriculteur ne s'est pas procuré la licence nécessaire qui lui aurait permis de cultiver du canola GM. Les champs de canola de M. Schmeiser ont été contaminés par des cultures transgéniques situées à proximité de sa ferme. Transporté par le vent et les insectes, le pollen du canola GM se dissémine dans l'environnement et dans les champs avoisinants et les contaminent.

La Cour suprême est d'avis que Monsanto peut continuer à polluer les champs des agriculteurs et, en plus, recevoir des redevances de ces derniers. Dans les faits, la Cour suprême a jugé qu'il était préférable d'accorder à Monsanto le privilège du « pollueur-payé ». Nous sommes bien loin du principe du pollueur-payeur! (Pour aider Percy Schmeiser à éponger ses frais juridiques, vous pouvez verser un don au : <www.percyschmeiser.com>.)

Non seulement ce jugement ignore-t-il la contamination génétique dont Monsanto est responsable mais, en plus, il n'offre aucune protection aux agriculteurs qui désirent continuer à cultiver des champs exempts d'OGM ou

à garder une partie de leur récolte pour les semences de la prochaine année. C'est pour cela que Greenpeace demande au premier ministre Paul Martin d'annoncer immédiatement la mise en place d'un régime de responsabilité civile stricte pour protéger l'environnement et les agriculteurs contre les contaminations génétiques causées par les entreprises comme Monsanto.

La décision de la Cour suprême est d'autant plus déplorable qu'elle avait précédemment rendu un jugement inverse dans le cas d'une souris de laboratoire génétiquement modifiée (souris ONCO). La Cour suprême avait refusé la « brevetabilité » de la souris au nom du principe de la « non-brevetabilité » d'un être vivant. Dans le cas du canola GM, la logique de la Cour ne s'est pas conformée au raisonnement précédent. La pirouette légale utilisée par celle-ci est que le brevet d'un gène de canola n'est pas un brevet de la semence. Or, le problème est qu'il n'est pas possible de distinguer le gène breveté de la semence dans laquelle a été placé volontairement (par Monsanto) ou non (contamination génétique) ce gène. Par conséquent, la décision de la Cour reconnaît, dans les faits, le brevet sur une semence, et donc sur le vivant. Les juges sont sans doute d'excellents juristes, mais ils font figure, ici, de bien piètres biologistes.

Malgré cela, tout ne baigne pas dans l'huile (de canola!) pour Monsanto. La compagnie a dû retirer son

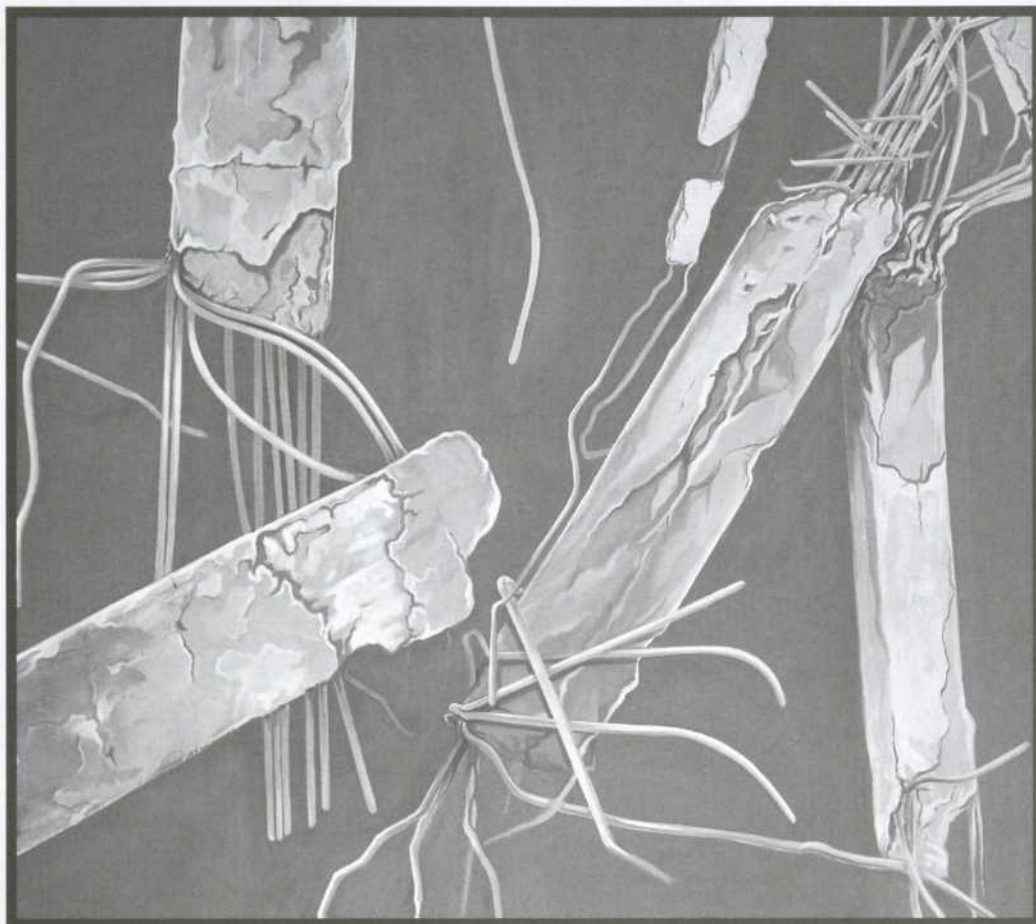
canola GM en Australie, à la suite des pressions de plus en plus fortes des agriculteurs, des marchés et des États australiens réfractaires. Monsanto a aussi annoncé qu'elle se retirait de la recherche et des tentatives de commercialisation du blé GM, notamment au Canada.

Comme Monsanto n'est pas une entreprise qui capitule facilement face à l'opinion publique, le retrait du blé GM est une défaite cuisante pour cette entreprise. C'est une grande victoire pour les opposants regroupés dans une vaste coalition incluant non seulement Greenpeace et des organisations environnementales, mais aussi la Commission canadienne du blé, le Syndicat national des agriculteurs du Canada, le Conseil des Canadiens et les agriculteurs biologiques de la Saskatchewan. Le gouvernement canadien devrait prendre note de la décision de Monsanto et se poser des questions quant à son propre engouement en faveur des OGM.

La prochaine grande bataille des OGM va porter sur la promesse du Parti libéral du Québec concernant l'étiquetage obligatoire des OGM (pour participer à cette bataille voir : <www.greenpeace.ca/l/>).

Les conclusions politiques de ces événements sont les suivantes : 1) il est possible de faire reculer même des entreprises comme Monsanto si la société civile et les organisations concernées se mobilisent; 2) le système légal n'est pas toujours le garant de la défense de principe et d'éthique comme celui de la « non-brevetabilité » du vivant; 3) les victoires et les défaites autour des OGM ne sont jamais définitives et complètes. La vigilance est donc toujours de mise. ●





MARWAN SAHMARANI,
SUBSTANCE 2, 2004, HUILE
SUR TOILE, 61 x 68 PO.



La condition urbaine

La démocratie municipale, le développement urbain et la concertation régionale sortent perdants des référendums sur les défusions municipales

GUY DUFRESNE

Plutôt que d'améliorer et de consolider les principales villes du Québec, le gouvernement dirigé par Jean Charest a permis la tenue de référendums sur les défusions municipales. Pour les municipalités concernées, la suite des choses relève dorénavant du Conseil d'agglomération qui exercera l'essentiel des pouvoirs municipaux. Ce conseil réunit les villes fusionnées et les villes défusionnées dans un dispositif où chacune d'elles participe à la prise de décision au pro-

rata de sa population au sein de l'agglomération. Ainsi en a décidé le gouvernement du Québec.

Pour Gatineau, le Conseil d'agglomération est donc composé d'une ville reconstituée et du reste de la ville de Gatineau. Pour l'agglomération de Québec, ce sont deux petites villes qui discuteront avec la grande ville de Québec. Pour Montréal, ce sont 15 villes représentant 13% de la population de l'agglomération montréalaise qui feront face à la ville de Montréal. Quant à Longueuil, les villes recomposées, qui représentent 40% de la po-

pulation de l'agglomération, seront les vis-à-vis de la ville de Longueuil. Comment prétendre qu'il y a là une avancée démocratique pour les citoyennes et les citoyens des principales municipalités du Québec?

C'est par la loi 9, «Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités», que le gouvernement Charest a défini les règles du jeu qui s'appliquent désormais. Ce bricolage institutionnel fait du Conseil d'agglomération une instance non démocratique. Il s'agit, en fait, d'une structure décisionnelle supplémentaire où siègeront les maires des villes fusionnées et des villes défusionnées, en compagnie de quelques conseillers municipaux triés sur le volet. À n'en pas douter,



L'AUTEUR EST
PRÉSIDENT DE LA
FÉDÉRATION AUTONOME
DU COLLÉGIAL

nous risquons de nous retrouver avec un concert de plaintes et de larmoiements.

En effet, au Conseil d'agglomération, suivant la règle voulant que chacune des villes y exerce un poids décisionnel au prorata de sa population, les villes reconstituées seront, dans les faits, condamnées à jouer un rôle minoritaire. Nous sommes donc en présence d'une structure non démocratique semblable à celle qui existait du temps des Communautés urbaines et que le gouvernement vient de recréer, en quelque sorte, au niveau régional, avec les Conseils régionaux des élus. Ce type d'organisation territoriale a pourtant fait la preuve de son incapacité à favoriser une vision commune et à dépasser le «chamaillage» des coqs de village.

Les villes défusionnées ne seront pas véritablement reconstituées avant le 1^{er} janvier 2006; de même pour la mise en place de leurs conseils d'agglomération respectifs. En attendant, des questions de responsabilité et de légitimité démocratique demeureront en suspens, ce qui contribuera à nourrir les divisions et les dissensions. Pourtant, nous avons et nous aurons à vivre ensemble, que l'on soit à Gatineau, à Longueuil, à Québec ou à Montréal. Les questions concernant la politique municipale, notamment celles relevant de la justice sociale, de l'équité fiscale, du logement social ou de la démocratie locale, risquent fort de devoir attendre que le gouvernement du Québec et les citoyens des municipalités acceptent de considérer les gouvernements municipaux comme de véritables instances politiques. D'ici là, le gâchis actuel nous tiendra bien occupés.

Au cours des derniers mois, la consolidation et le développement urbain du Québec n'auront intéressé que les politiciens fédéraux. Étrange gouvernement que celui de Jean Charest, qui nous conduit à nous demander qui gouverne l'État du Québec. ●

Les cégeps aux abois

De manière inquiétante, le ministre de l'Éducation semble privilégier un réseau d'enseignement à géométrie variable, ce qui affecterait particulièrement les régions

ALAIN DION

Après de longs mois d'attente ponctués de rumeurs de toutes sortes, le voile est enfin levé sur les orientations que compte privilégier le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, lors des travaux portant sur l'avenir de l'enseignement collégial. À la sortie du forum national, tenu les 9 et 10 juin derniers, le ministre, sans arrêter de position définitive, traçait néanmoins de nombreux chantiers qui soulèvent déjà plusieurs inquiétudes auprès de la grande communauté collégiale.

En effet, le ministre de l'Éducation, tout en reconnaissant d'emblée les importantes réalisations du réseau collégial et son apport constant au développement du Québec moderne, y présentait des voies d'évolution qui risquent pourtant de remettre en question la mission même du réseau des cégeps.

La plus significative des orientations avancées par le ministre de l'Éducation concerne la décentralisation accrue des pouvoirs vers les institutions d'enseignement collégial, en favorisant une plus grande autonomie de gestion, que ce soit au niveau du développement et de la durée des programmes d'études, de l'utilisation des ressources institutionnelles, de l'établissement des conditions d'admission et même des conditions d'obtention du diplôme.

Cette orientation, si elle se concrétisait, permettrait dorénavant à un collègue d'institutionnaliser le diplôme d'études collégiales (DEC), qui ne serait dès lors plus un DEC national

respectant des objectifs et des standards nationaux, mais bien un DEC local, vraisemblablement développé et orienté en fonction de la stricte réalité du marché du travail régional ou de l'attraction de certaines universités. Une telle approche risquerait donc d'établir une compétition malsaine entre les collèges qui présenteraient des disparités importantes entre la formation offerte pour un même programme d'études. De plus, elle viendrait considérablement réduire la mobilité des étudiantes et étudiants qui rencontreraient alors de multiples difficultés à faire reconnaître leurs acquis de formation dans un autre collège. Et que dire des diplômés qui se retrouveraient tributaires de la stricte réalité du marché de l'emploi local ou régional? Enfin, comme chaque collège fixerait dorénavant ses conditions d'admission, il y a fort à parier que nous nous retrouverions rapidement face à un processus de sélection des étudiants qui aurait pour résultat de diminuer l'accès aux études collégiales ou encore de créer deux types de collèges, les «performants» et les autres...

Cette nouvelle approche favorisant des cégeps à géométrie variable aurait donc pour effet de créer une brèche importante au sein même d'un réseau d'enseignement qui a pourtant pour mission de favoriser l'accessibilité aux études supérieures et d'assurer l'égalité des chances et la qualité de la formation de toutes et de tous, en ville comme en région éloignée. C'est d'ailleurs grâce à cette accessibilité, à cette égalité des chances et, surtout, à cette démocratisation de l'éducation



que les cégeps ont permis à tant de Québécoises et de Québécois de participer activement au développement du Québec, à sa créativité et à son innovation.

Que gagneraient alors les collègues, en particulier en région, dans un système où la compétition devient le leitmotiv du développement institutionnel? Les centres d'études et les petits collèges n'ont pas les ressources ni les effectifs scolaires pour faire face à cette idéologie où le marché servirait de régulateur. Et comme le ministre de l'Éducation a d'entrée de jeu souligné que les changements proposés devraient se réaliser sans l'apport de ressources financières supplémentaires et dans un contexte où le gouvernement cherche à tout prix à se désengager de ses responsabilités sociales,

nous ne pouvons qu'envisager le pire pour plusieurs de nos cégeps.

Plusieurs autres interrogations sont demeurées sans réponse à la sortie du forum: que feront les administrations de collège face à un sous-financement généralisé du réseau? Seront-elles tentées, si le ministre leur en offre la possibilité, de refiler la facture aux étudiants et à leurs parents afin de parer à ce sous-financement? Il est vraisemblable d'envisager cette éventualité dans un contexte où l'idéologie néolibérale, qui consiste à refiler à l'individu ce que nous nous étions donné comme responsabilité collective, semble dicter la conduite de nos dirigeants. Qu'advient-il de la cohabitation de la formation préuniversitaire et de la formation technique, pourtant le fer de lance de la création du collège d'enseignement général et professionnel? Quelle sera la place de la formation

générale, pourtant essentielle dans le développement global des étudiants?

Autant de questions auxquelles devra rapidement répondre le ministre de l'Éducation afin de dissiper les incertitudes démobilisatrices et les malaises qui planent présentement sur le réseau d'enseignement collégial.

Il est important de souligner que cette réflexion sur l'avenir de l'enseignement collégial, qui a pour prémisse la réussite éducative de la jeunesse québécoise, ne porte que sur un seul maillon de notre système d'éducation. Il nous apparaît évident qu'une véritable réflexion devrait proposer une approche globale du système d'éducation et non une analyse partielle – et trop souvent partielle – du seul réseau des cégeps. ●

Le plan de colonisation d'Ariel Sharon

Le plan de retrait d'Israël de la bande de Gaza vise à s'approprier définitivement les portions les plus stratégiques de la Cisjordanie occupée

RACHAD ANTONIUS

On a beaucoup parlé ces dernières semaines du « plan de retrait » de la bande de Gaza, du premier ministre israélien, M. Ariel Sharon. Ce plan inclut un retrait des colons juifs israéliens des colonies illégales implantées à Gaza, ainsi qu'un retrait partiel de l'armée israélienne. Cette dernière garderait le contrôle des points d'entrée à Gaza et continuerait à bloquer, par exemple, le mouvement des marchandises et des équipements, mais laisserait à la police palestinienne le soin de con-

trôler la population à l'intérieur de cet énorme camp de concentration qu'est devenue la bande de Gaza. Par ailleurs, selon ce plan, les quelques milliers de colons juifs recevraient des compensations généreuses pour aller s'installer ailleurs dans les territoires palestiniens occupés.

Ce plan a causé bien des remous en Israël. Appuyé par les travaillistes et par les secteurs de la société israélienne qui veulent un certain compromis avec les Palestiniens, il a été dénoncé vigoureusement par la droite israélienne et par des membres du parti de M. Sharon lui-même.

Des manifestations monstres ont été organisées pour faire obstacle à la mise en application du plan. Fin juillet, une chaîne humaine d'Israéliens qui veulent garder le contrôle sur les territoires palestiniens a été organisée entre Gaza et Jérusalem. Les États-Unis ont appuyé le plan, de même que les États arabes alliés aux Américains qui, dans leurs déclarations publiques, ont affirmé que cela était un premier pas vers la fin de l'occupation et vers la paix.

Or, la désignation du plan par le terme de « plan de retrait » ne dit que la moitié de l'histoire. Car ce plan fait partie d'un tout que M. Sharon n'a jamais caché. L'autre partie du plan consiste en une prise de contrôle définitive, par les Israéliens, de toutes les portions stratégiques de la Cisjordanie sur lesquelles ils seront en

L'AUTEUR EST PROFESSEUR
DE SOCIOLOGIE À
L'UQAM

a

mesure de mettre la main, pour le bénéfice des juifs israéliens et des juifs du monde entier, invités avec insistance par le gouvernement israélien à venir s'installer dans les territoires palestiniens occupés. Ce contrôle est déjà effectif dans son aspect militaire et démographique mais, officiellement, il n'est pas considéré légitime par les puissances internationales. L'enjeu pour Israël est donc de faire légitimer par la communauté internationale son con-

trôle effectif sur ces territoires, d'où la nécessité de le présenter sous l'aspect du retrait de Gaza, en passant sous silence la consolidation de l'occupation en Cisjordanie. Les développements des dernières semaines confirment cette lecture des événements. Le gouvernement israélien dans son ensemble (et non seulement M. Sharon) est fortement engagé dans une stratégie dont les éléments fondamentaux sont les suivants :

1) Poursuite de la construction du mur de l'apartheid, qui enferme les Palestiniens dans des enclaves ré-

duites et prépare l'annexion formelle des territoires palestiniens qui se trouvent hors du mur.

2) Intensification de la construction de logements qui se trouvent dans les territoires occupés, mais qui sont réservés à l'usage exclusif des juifs d'Israël ou d'ailleurs dans le monde.

3) Intensification des efforts pour faire immigrer plus de juifs dans les territoires occupés.

4) Appui à ces démarches par ceux et celles qui, à l'intérieur des systèmes politiques occidentaux, endossent la dépossession des Palestiniens de leurs territoires au profit des juifs israéliens et non israéliens.

La stratégie d'occupation du territoire palestinien et de dépossession de ses habitants, qui est pensée, mûrie et fait l'objet de planifications à court, moyen et long termes – et à laquelle Israël accorde des budgets généreux –, sera donc avant tout occultée du discours dominant, même par ceux qui reconnaissent aux Palestiniens certains droits. Quand elle devient inévitablement visible, elle est d'abord présentée comme une nécessité d'autodéfense de la part d'Israël et comme des actions ponctuelles, et non pas comme une stratégie longuement mûrie. En réalité, cette stratégie a été formulée comme un objectif du projet sioniste et mise en place bien avant que les Palestiniens n'y opposent une quelconque résistance.

Or, appuyer le droit d'Israël à assurer sa sécurité sans remettre en question son occupation des territoires occupés, c'est l'appuyer dans son statut actuel de puissance occupante. C'est malheureusement la tendance qui domine de plus en plus au sein du gouvernement canadien. ●



RUINES DANS LE CAMP DE RÉFUGIÉS DE RAFAH, JUILLET 2004, CANAPRESS/KHALIL HAMRA.

L'identité de la nouvelle Europe

PIERRE MARTINOT-LAGARDE

À la suite d'élections au parlement européen qui n'ont guère mobilisé la population que dans les pays du sud (Italie, Malte et plus faiblement l'Espagne), force est de s'interroger à nouveau sur ce qui constitue l'identité européenne. Avant cette échéance, l'élargissement à 25 pays le 1^{er} mai, les confrontations sur la constitution européenne, sur l'Europe sociale, sur l'inscription d'une référence au christianisme, étaient autant d'occasions de reposer les termes du débat. Mais la frilosité, la pression de l'urgence, la volonté d'aller quand même de l'avant ou le poids de structures anciennes menacent toujours une vérité. Le risque est là, en effet, de chercher à réduire cette identité à quelques facteurs simples. En fait – et c'est sans doute toute l'étrangeté de l'Europe contemporaine – son identité n'est pas réductible à un seul; elle ne peut être qu'une conjugaison multiple.

La géographie participe au dessin de cette identité, mais elle n'y suffit pas. Tous les pays membres ne sont pas contigus: la Grèce n'a pas de frontière commune avec les autres. Malte appartient-elle au nord ou au sud de la Méditerranée? Et parmi les pays qui demandent l'adhésion, que répondre à la Turquie? Quelles relations envisager avec les anciennes républiques soviétiques?

Alors, une histoire commune? Certes, mais cette histoire fut aussi de luttes et d'affrontements. Les tensions franco-britanniques sont à certains égards structurantes, les jeux d'alliance hérités des anciens empires demeurent. On l'a vu à l'occasion des

dramas de la Yougoslavie: chacun des États membres n'a-t-il pas inscrit sa réponse dans le droit fil de sa tradition diplomatique? L'histoire contribue sans doute à nourrir la perception d'une communauté, au sens où les choix de chaque pays se font souvent en référence à ses voisins. Chacun intègre en partie la perception, le jugement qu'il en a, pour éclairer une part de ses décisions.

Ce constat conduit à rappeler que l'idée même de «Nation», sans être abolie, peut prendre aussi une dimension européenne; les étapes récentes qui viennent d'être franchies n'ont

Le risque est là, souvent, de chercher à réduire cette identité à quelques facteurs simples.

jamais remis en cause cette idée même que les peuples se nourrissent d'une communauté de vie, qu'ils exercent leur souveraineté sur des territoires délimités, qu'ils ont des compétences propres dans la définition d'un «bien commun».

Mais, à cette perception s'en ajoute une autre, plus nouvelle, celle d'une communauté de destin. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les artisans de rapprochements entre les peuples étaient animés d'une double conviction. D'abord, celle d'une convergence des intérêts, notamment économiques, de leurs différents peuples. L'avenir de la production du charbon et de l'acier, puis de l'agriculture, appelait une véritable mise en commun des perspectives. Une deuxième conviction était que les souffrances vécues lors des conflits étaient les mêmes que l'on soit Allemand, Français, Italien ou Belge. Qu'aucune souffrance ne donnait plus de droit à la victoire. Qu'il y avait place pour une fraternité.

À partir de là, peut-être est-il possible d'avancer un autre élément: l'idée qu'une certaine forme de résistance à l'oppression, à l'inhumanité, est aussi constitutive de l'Europe. Encore faut-il ici rester très prudent. On a parfois majoré la force des oppositions aux fascismes, en Allemagne ou en France, aux Pays-Bas, en Italie... au détriment d'un regard lucide sur les connivences profondes entretenues en chacun des peuples. Mais on assiste parfois, aujourd'hui, à des sursauts face à de fausses évidences trop souvent véhiculées: pensons au nombre d'Italiens, d'Anglais, d'Espagnols qui se sont opposés à la guerre en Irak.

Finalement, à l'occasion de ce dernier avatar des guerres coloniales, l'Europe a manifesté un dernier trait de son identité, quelque chose qui l'habite fortement. Au cours des 2000 ans de son histoire, elle n'a cessé d'avoir à négocier son rapport à d'autres cultures, à d'autres mondes. C'est de ce côté-là qu'on doit chercher le rôle du christianisme, à la fois vecteur consentant d'un impérialisme dominateur, mais aussi médiateur des différences. Capable d'aider à la rencontre des Germains, des Saxons et des Romains, d'ouvrir à une anthropologie des peuples d'Amérique latine ou à une compréhension de l'Empire chinois. Non sans erreurs ni balbutiements, et cependant avec le souci de l'Autre.

Aujourd'hui, la force de l'Europe, sa capacité à se doter de structures et d'institutions communes viendra plus certainement de cette conjugaison des différentes facettes de son identité, que de la réaffirmation réductrice d'une origine commune. Mais cela ne va pas de soi, reconnaissons-le! ●

L'AUTEUR, JÉSUITE
FRANÇAIS, EST
RÉDACTEUR EN CHEF
DE LA REVUE *PROJET*

L'altermondialisation en mouvement

JEAN-CLAUDE RAVET

L'apport incontestable du mouvement altermondialiste, jusqu'à présent, a été sans contredit de mettre en évidence ce qui se cache derrière une apparence d'inéductibilité: des intérêts financiers faramineux, une logique destructrice, une volonté de puissance d'une élite économique magouilleuse soi-disant au-dessus de tout soupçon. La mondialisation, telle qu'elle se met en place avec le concours des grandes institutions financières, des transnationales et des États, n'a rien à voir, en effet, avec une quelconque fatalité, comme les hommes de main de cette gigantesque entreprise financière voudraient nous le faire croire. Elle consiste plutôt en une véritable colonisation de la politique et de la culture par une logique purement mercantile et technocratique, en une attaque en règle contre les services publics et en une neutralisation de la démocratie comme lieu de jugement, de contrôle normatif, de décision collective et réfléchie sur l'avenir.

Même s'il se voit encore taxé de réactionnaire, de frileux au progrès, d'incapable de s'ouvrir au « monde », le mouvement altermondialiste est loin d'être contre la mondialisation, puisqu'il s'enracine dans un internationalisme nouveau genre, rassemblant, en réseaux, mouvements écologistes et féministes, ONG et organisations sociales, culturelles et paysannes, syndicats et mouvements sociaux du monde entier. Il s'insurge cependant contre la privatisation du monde ratatiné, dont les dimensions politiques, culturelles, normatives et identitaires sont assujetties aux visées lucratives, étrangères à toute finalité humaine et à tout rapport contraignant aux normes et aux valeurs non monnayables.

C'est un fait que ce mouvement de contestation planétaire s'est cantonné principalement dans la résistance, laissant encore passablement en friche l'autre versant du mouvement, le domaine des solutions alternatives, encore que cela commence à changer. Ce serait une erreur, par contre, d'y voir là simplement un signe de faiblesse. Ce refus démonstratif s'avère la condition d'un véritable changement, sans lequel toute innovation s'épuiserait en redites.

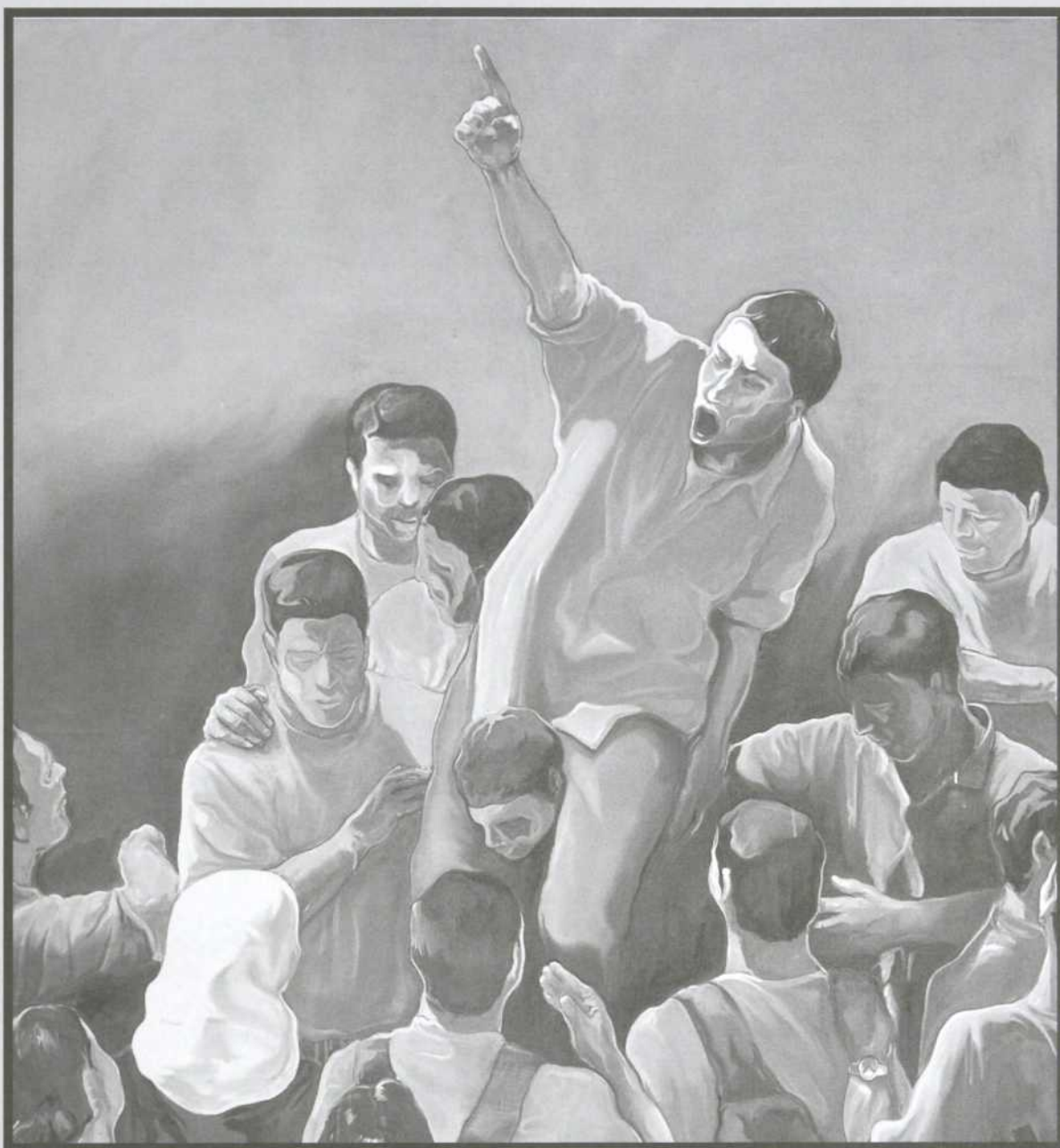
Les puissances financières et techniques en jeu aspirent – et œuvrent – à une mutation radicale, non seulement de l'ordre social, mais d'un rapport au monde, au corps et à soi qui participe à leur déploiement tous azimuts. Or, tout comme les puissances militaires, elles ont besoin de légitimité pour asseoir solidement leur domination. Celle-ci s'accompagne nécessairement d'une offensive idéologique dans le but de désamorcer les conflits, d'assujettir les consciences, d'ama-douer les réticences, de rendre tolérable – sinon « libératrice » – la servitude en la mettant en scène comme chemin vers la liberté. Le langage, les représentations sociales, l'imaginaire sont des champs de bataille clés, des bastions à conquérir pour imposer un « monde » immonde comme allant de soi.

Ainsi, le refus catégorique du mouvement altermondialiste de transiger avec ce système financier globalisé contribue à miner sérieusement ses assises idéologiques en déconstruisant le discours dominant, en dévoilant le non-sens derrière les belles promesses et en rendant possible l'élaboration de contre discours qui neutralisent son avancée en force.

Contre l'insignifiance dissolvante du laisser-faire, la reconstitution d'un horizon de sens, l'enracinement dans le souci de la vie concrète, apparaissent comme une entreprise indispensable. D'autant plus que la novlangue fait son petit bonhomme de chemin : la paix, c'est la guerre, nous assènent Bush et Cie; le progrès, c'est la destruction; la liberté, c'est la fatalité; la privatisation, le garant du bien commun; l'enrichissement des riches, le fondement de la solidarité sociale... Ce discours pervers pave la voie à la mise à sac du monde par les rapaces de la finance et les apprentis sorciers des technologies. Dans ce contexte, tirer les freins d'urgence, sonner l'alarme, est déjà un acte révolutionnaire.

L'article d'Éric Pineault, *Sous l'emprise des transnationales*, illustre bien ce contexte politique et économique intolérable, et le devoir d'imposer des limites à la démesure en œuvre.

La table ronde, *Désaccords féconds*, met en scène les divers enjeux auxquels fait face le mouvement de contestation : diversité et convergence, réseaux et rapports de pouvoir, invention d'une nouvelle culture démocratique, rôle des forums mondiaux, interconnexion avec le mouvement contre la guerre, etc.



MARWAN SAHMARANI,
LE GRAND CANDIDAT,
2004, HUILE SUR TOILE,
61 x 68 PO.

Caroline Désy, dans *Nouvelles voies*, cerne un aspect inédit du mouvement altermondialiste: il intègre diverses traditions militantes dans son répertoire de lutte, libérées des carcans dogmatiques d'une gauche qui ne cherche plus le « grand soir », mais l'aube tâtonnante des nouveaux commencements.

Si « l'avenir est sans visage » – notent enfin Nicole Laurin et Marco Veilleux dans *La foi nue* – il n'empêche qu'une multitude d'hommes et de femmes persistent, contre toute espérance, à œuvrer pour la suite du monde. Un désir de justice, de paix, de fraternité les tenaillent et les soutient dans leur combat incertain pour un autre monde possible.

« allons vers la foule
qui nous dévisage
cassons les dents
au désastre
tendons la main au temps »
HÉLÈNE MONETTE, *IL Y A QUELQU'UN?*, 2004

Sous l'emprise des transnationales

Les opposants à la mondialisation sont souvent accusés de tenir une position purement défensive devant un ensemble de changements présentés comme inéluctables, associés au progrès et à la modernité. La résistance altermondialiste, en développant une culture de la limite, est une réponse politique responsable devant la démesure inhérente au capitalisme mondialisé et son imposition irréflectée d'innovations sociales et technoscientifiques.

ÉRIC PINEAULT

L'AUTEUR EST
PROFESSEUR DE
SOCIOLOGIE À L'UQAM

Au terme d'une recension des usages du mot « globalisation » dans plusieurs milliers de publications en sciences sociales, entre 1990 et 1999, le sociologue Jens Bartlesen concluait que ce concept, graduellement mais inéluctablement, perdait toute consistance, tout contenu spécifique et devenait un marqueur général de transformations sociales profondes, radicales et insécurisantes. Cinq ans après la publication de son étude, on doit lui donner raison. La mondialisation désigne une pluralité de transformations structurelles dont le principe d'unité semble résider principalement dans la rupture qu'elles opèrent vis-à-vis du monde institué par l'ordre d'après-guerre, en 1945.

La mondialisation serait dès lors un concept purement négatif. Il signale la négation du monde connu par un cumul de ruptures et de changements sociaux se présentant tous comme inévitables et nécessaires. Ici, en Occident, elle signifie la fin d'une destinée collective apprivoisée politiquement par un ensemble de compromis sociaux et le retour de l'incertitude, caractéristique de l'époque des grandes crises du premier tiers du XX^e siècle: libéralisme exacerbé, conservatisme, militarisme, le tout sur fond d'une instabilité économique et sociale structurelle. Pour le Sud, elle s'accompagne d'un retour de pratiques explicitement et ouvertement impérialistes, ainsi que de la clôture des espaces d'autonomie politiquement et économiquement significative, au nom de l'intégration commerciale et de l'orthodoxie financière.

Un acquis du mouvement altermondialiste aura été de montrer que le devenir politique des sociétés – tant au Nord qu'au Sud –, assujéti à un procès de changement permanent et irréflecté, est en fait un produit historique. Nommer celui-ci la « mondialisation » sans s'intéresser aux causes qui lui sont sous-jacentes, comme si elle était une fatalité, ne suffit plus.

Les promoteurs de la mondialisation avancent communément un facteur explicatif déterminant: le développement et

la diffusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication. La mondialisation apparaît, dans cette perspective, comme l'effet inévitable du progrès de la science et de l'ingéniosité de l'esprit humain. Elle est associée, de plus, à l'image progressiste d'une humanité enfin capable de dialogue avec elle-même, d'ouverture à autrui, de sympathie et d'harmonie sensées résulter d'une densification des échanges communicationnels à travers la planète.

Cette explication ne tient pas. Ces progrès technologiques n'ont rien de spontané; ils sont le résultat de décisions d'investissement, d'allocation de travail humain et de connaissances, effectuées par quelques grandes entreprises transna-

Si le mouvement altermondialiste dénonce cette « marchandisation du monde », il s'inquiète d'autant plus des puissances œuvrant derrière et en deçà de ce processus: les grandes entreprises transnationales qui en profitent et qui l'organisent.

tionales, en particulier par les firmes qui dominent le secteur des marchés financiers internationaux. Si la puissance économique de ces marchés est impensable sans les réseaux qui véhiculent le capital liquide d'une place financière à une autre, ces mêmes réseaux – et la technologie qui leur est sous-jacente – n'auraient jamais vu le jour sans le soutien massif et constant de la part de ces grands acteurs de la sphère financière. La formation et la diffusion d'un espace de communication global sont ainsi fortement conditionnées par les besoins et les « opportunités » des acteurs économiques prédominants. Il en résulte, si l'image m'est permise, un décalage fort important entre le « global » et le « monde », au sens où des pans entiers de la planète ne sont pas intégrés aux réseaux communicationnels et ne le seront jamais par les seules forces du marché.

Les forces sociales mondialisatrices

Non, les causes doivent être cherchées ailleurs, et particulièrement du côté de « forces sociales mondialisatrices », ces nouveaux acteurs mis en évidence par le mouvement altermondialiste, dont les effets convergent et se renforcent les uns les autres: soit les grandes organisations internationales issues du système de Bretton Woods, les grandes entreprises transnationales, leurs lobbies « globaux » telle que la Chambre internationale de commerce, leurs présidents-directeurs généraux qui se réunissent dans les forums comme Davos, l'infrastructure de technocrates économistes et juristes qui

soutiennent les grandes initiatives de libéralisation commerciales telles que l'ALENA et la ZLEA et, finalement, ces curieux acteurs que l'on nomme pudiquement les marchés financiers. Les actions économiques, politiques, juridiques et idéologiques, mises de l'avant par ces acteurs, font système. Ils sont tous, à un certain niveau, interdépendants et solidaires les uns des autres dans ce vaste projet politique qu'est la construction d'une sphère d'action économique ayant une cohérence et une logique propres, à une échelle extranationale et dont l'autonomie est jalousement protégée par un enchevêtrement complexe de normes et de régulations. Le cœur de cette nouvelle économie mondialisée n'est donc pas, comme on tente souvent de nous le faire croire, un ensemble de marchés libres unissant les contrées les plus reculées de la planète dans un espace où une myriade d'entreprises atomisées se livrent au doux jeu de la concurrence.

En effet, on réduit communément la mondialisation à l'ouverture commerciale et à l'intégration des économies natio-

delà de ce processus: les grandes entreprises transnationales qui en profitent et qui l'organisent. En fait, l'ensemble des politiques et pratiques d'insertion dans la mondialisation ne doit pas être compris comme l'intégration des sociétés dans un nouvel espace vierge où se jouerait une concurrence entre les nations, mais plutôt comme l'adaptation globale des institutions des sociétés nationales aux pratiques et aux besoins des entreprises multinationales.

Omnipotence financière et politique

S'il y a un nouvel espace mondial, il est le produit du système des interrelations et des transactions entre ces superpuissances économiques. Celles-ci ont développé une capacité de coordination et d'intégration de leurs pratiques telle qu'elle leur confère une puissance économique inédite, qui affecte non seulement l'équilibre écologique de la planète mais la destinée de millions de communautés locales et les conditions de vie de centaines de millions de travailleurs et travailleuses. Elles ont su encourager le souffle de libéralisation et de déréglementation qui a balayé les principaux États pendant les 30 dernières années, afin de consolider une autonomie qui les isole et les protège des politiques nationales et des administrations étatiques à un point tel qu'on peut parler d'un basculement du rapport de force entre pouvoir public et puissance du privé. Rares, en effet, sont les États nationaux qui peuvent se permettre d'affronter directement une entreprise transnationale. Cette puissance proprement politique des grandes sociétés ne repose plus seulement sur la menace de délocalisation et de désinvestissement, la forme classique du chantage du capital en réaction à des politiques publiques hétérodoxes. Elles jouissent aujourd'hui d'un ensemble de droits et de privilèges en tant qu'investisseurs qui obligent les États à veiller et à promouvoir les intérêts économiques. Cela leur permet, à titre de « personnes morales », de mobiliser le droit national contre les politiques publiques qui portent atteinte à leur activité. Elles peuvent, aussi, faire appel aux grandes organisations internationales telles que l'OMC, le FMI et l'OCDE pour que ces dernières exercent des pressions morales ou des contraintes financières sur des États récalcitrants à promouvoir leurs intérêts.

De plus, les activités de lobby et de consultations ont pris une telle importance dans le cadre du fonctionnement « normal » des gouvernements actuels que leurs groupes d'intérêts bénéficient d'un accès privilégié aux décideurs politiques. Elles peuvent donc agir directement à l'intérieur de l'appareil



MARWAN SAHMARANI,
L'ARRESTATION 1,
2003, HUILE SUR TOILE,
36 x 40 PO.

nales en un vaste marché libre. En surface, c'est effectivement sous cette forme que s'imposent les contraintes politiques, les pratiques et les régulations économiques qui lui sont associées: ouverture des systèmes financiers antérieurement cloisonnés, délocalisation des entreprises manufacturières, course à la conquête des marchés étrangers, déréglementation compétitive, élimination des politiques protectionnistes, homogénéisation des politiques fiscales, monétaires et budgétaires sous la contrainte des spéculateurs financiers et de leurs agences de notation de crédit. Si le mouvement altermondialiste dénonce cette « marchandisation du monde », il s'inquiète d'autant plus des puissances œuvrant derrière et en

d'État pour orienter ou bloquer certaines mesures politiques anticapitalistes. Finalement, l'impact et l'efficacité du chantage classique du capital envers des États souverains, sous la forme de désinvestissement, ont été démultipliés par le nouveau rôle des marchés financiers et monétaires dans le fonctionnement quotidien des économies nationales, et surtout dans la capacité de ces marchés de déstabiliser les finances publiques et le cours des monnaies nationales par le biais de la spéculation.

Or, tout au long du XX^e siècle, cette puissance virtuelle des grandes entreprises s'est développée sous une double contrainte, chacune agissant comme limite à son expansion. De l'intérieur, les salariés exerçaient collectivement une certaine régulation sociopolitique du rapport d'emploi par le biais de leurs syndicats et, de l'extérieur, l'État imposait un ensemble de limites formelles et de régulations circonstanciées de leurs pratiques : droits et normes du travail, régulation commerciale, subventions visant l'encadrement de l'investissement, etc. On comprend ainsi l'importance prise, pendant une grande partie du XX^e siècle, par les politiques étatiques et les pratiques syndicales visant la territorialisation de l'activité économique des grandes sociétés sur une base nationale et locale : elles l'assujétissaient à un ensemble de régulations économiques qui orientaient l'activité capitaliste en fonction d'objectifs de développement sociopolitique prenant la forme d'un idéal de solidarité providentialiste. Ces objectifs et idéaux, qui paraissent aujourd'hui discutables, entre autres, compte tenu de leur caractère productiviste et de leur complicité avec le néocolonialisme, avaient pour effet de circonscrire et de limiter l'emprise du capital sur le devenir des sociétés occidentales. Sur le plan idéologique, on affirmait le principe de l'ascendance du politique et de l'action de base sur ces organisations hégémoniques du champ économique.

Le public asservi au privé

La mondialisation se présente, dès lors, comme le déploiement de la puissance des entreprises hors de l'emprise de ces mécanismes de régulation sociaux et politiques, c'est-à-dire à l'extérieur d'une structure de contraintes et de limites objectives relevant d'autres idéaux et finalités que l'accumulation privée de puissance économique sur la société et la nature. Qui plus est, dans ce contexte, l'ordre des contraintes et des limites s'inverse, car ce sont maintenant les finalités publiques qui sont asservies à l'hégémonie et à l'arbitraire des objectifs privés des grandes sociétés. Cette inversion permet la constitution d'un vaste système de normes et de régulation nationales et supranationales, soutenant et élargissant la puissance des entreprises en tant qu'entités « mondialisées », c'est-à-dire dont les pratiques s'intègrent à un niveau transnationale et dont l'intégrité est protégée du contrôle des États

nationaux. Pensons à l'extension des droits de propriété intellectuelle, à la reconnaissance du droit des « investisseurs étrangers » à poursuivre les gouvernements de leurs sociétés hôtes, aux dispositifs de marchandisation des ressources naturelles contenus dans les politiques de l'OMC et les stratégies d'ajustement du FMI et de la Banque mondiale, à la suspension et à la dégradation du droit du travail, à la défiscalisation des revenus des grandes entreprises, au démantèlement des politiques industrielles et, finalement, à la pression des grandes organisations internationales pour privatiser les services et les entreprises publics. L'ensemble de ces nouvelles normes est le résultat d'une véritable offensive politique par laquelle se consolident les droits des entreprises sur ceux des peuples et des sociétés.

Penser et construire un relais politique de la résistance altermondialiste qui transcenderait le système des grandes sociétés est un des principaux défis de la gauche et des radicaux.

Résistance à la démesure

Si l'on comprend ainsi la mondialisation, la stratégie de résistance altermondialiste prend un sens précis : elle est une réponse à la démesure de la puissance des grandes sociétés et un appel à une politique de la limite. En visant directement ces acteurs dans leurs pratiques hégémoniques quotidiennes, en contestant l'existence des grandes structures qui les soutiennent et dont elles dépendent (l'OMC, le FMI, l'ALENA, ZLEA) et en sabotant les événements où se formulent leurs grandes offensives (les sommets et forums), la résistance a la double fonction de publiciser ces modalités tangibles de l'extension de l'assujétissement des sociétés et des communautés au capital, tout en se constituant comme instance revendicatrice de limites à cette extension dans les multiples lieux concrets où se déploie la puissance corporative. Le caractère fragmentaire et multiforme du mouvement altermondialiste concorde ainsi avec la nature de la puissance à laquelle il résiste, tout comme, au début du XX^e siècle, le mouvement syndical a su imposer une résistance au cœur même des lieux où se consolidait l'appropriation corporative du travail social. Or, la résistance syndicale fut efficace parce qu'elle était relayée par le pouvoir politique de l'État providence ou social qui transcendait l'espace des intérêts privés. Elle a su imposer des limites à la puissance économique afin de réaliser des idéaux de solidarité sociale et de proposer d'autres finalités au développement économique que la reproduction du capital. Penser et construire un relais politique de la résistance altermondialiste qui transcenderait le système des grandes sociétés est un des principaux défis de la gauche et des radicaux. D'ici là, la résistance est non seulement nécessaire ; elle est une responsabilité politique et éthique. ●

Désaccords féconds

La diversité du mouvement altermondialiste est certainement une richesse. Elle est aussi source de divergences et de tensions à travers lesquelles se construisent des projets alternatifs qui font front à l'implacable mondialisation néolibérale. *Relations* a voulu réunir des acteurs de cette diversité : Francis Dupuis-Déri, chercheur au MIT, proche de la mouvance libertaire; Lorraine Guay, de D'abord solidaires et du mouvement des femmes; Sylvie Paquerot, des ONG et du mouvement syndical; Claude Rioux, d'À babord et du mouvement antiguerre.

Anti ou altermondialisation?

Sylvie P. : C'est une erreur de penser que le passage de « anti » à « alter » est le fruit d'une évolution. Les groupes à l'origine de l'initiative du Forum social mondial de Porto Alegre se qualifiaient déjà d'alter Davos dès avant la tenue du premier forum. Ils ne s'opposaient pas seulement à la mondialisation capitaliste, ils cherchaient une mondialisation autre, alternative. Ce sont les médias qui ont pris l'habitude de les appeler « mouvement antimondialisation ». C'est donc plutôt un retour aux sources.

Claude R. : L'appellation « altermondialisation » est néanmoins une concession qui a été faite aux médias. Les médias ont en quelque sorte sommé le mouvement de contestation de respecter le caractère sacré de la mondialisation. Il fallait dire qu'on était favorable à celle-ci pour être crédible à leurs yeux. Cela dit, je n'ai rien contre le terme comme tel. Il permet d'explicitier les solutions de rechange, ce qu'on entend par « autre ». En aucune manière, il est un recul dans la dénonciation du caractère foncièrement rétrograde de la mondialisation néolibérale. Cependant, il faut souhaiter que l'utilisation de la nouvelle terminologie ne serve pas de prétexte pour que les « anti » et les « alter » se divisent, ce qui serait absurde.

Mais peut-être avons-nous manqué le coche dans cette bataille des mots. D'autres termes auraient été plus parlants. Je pense à « internationalisme », bien qu'il ne soit plus à la mode. Il faudrait malgré tout se pencher sur le rapport entre l'altermondialisation et ce qu'a été l'internationalisme pour le mouvement ouvrier : ses points de rupture, ses ressemblances, ses convergences et la filiation avec cette tradition

du mouvement socialiste depuis le XIX^e siècle. Cet internationalisme-là n'était pas une solidarité entre les nations, mais une solidarité au sein du prolétariat dans son ensemble, quelle que soit la nationalité. Cela nous ramène à une idée qui est en train de faire son chemin dans le mouvement altermondialiste : la révolution (le mot reste cependant à définir) ne peut se faire dans un seul pays. La révolution sera mondiale ou elle ne sera pas.

Lorraine G. : Pour moi, les deux termes sont complémentaires. C'est parce qu'on est « anti » qu'on est « alter » ; l'un cristallise ce qu'on refuse, l'autre ce qui a commencé à poindre pour vivre dans un monde commun, les solidarités en marche, etc. Les mouvements qui étaient présents à Seattle, en 1999, disaient un non catégorique à l'OMC, au projet de l'AMI qu'elle concoctait. C'était comme une révolte, un tollé sur la place publique contre des acteurs jusque-là non médiatisés, qui œuvraient en coulisses, et dont on constatait enfin la volonté de puissance. Le non à leur plan était catégorique. Et il doit le rester. Ce projet est inacceptable. Et c'est la radicalité du refus qui ouvre la porte à la créativité des solutions alternatives.

Francis D.-D. : Il faut se rappeler que la convergence des différentes luttes – étudiantes, féministes, écologistes, syndicales – que représente le mouvement a été grandement facilitée par l'opposition à la mondialisation financière. Les principaux artisans de cette convergence ont été les politiciens eux-mêmes, à travers leur rhétorique de l'impuissance. Ils ont attaqué, dans les années 1990, à peu près tous les secteurs de la société en s'excusant presque de n'avoir pas d'autres choix que de couper partout en raison des pressions systémiques qu'imposerait la mondialisation. Ils reprenaient à leur compte le slogan de Margaret Thatcher, *There is no alternative*. Du coup, ils proposaient aux victimes de leur choix un ennemi commun : la mondialisation.

Si le mot « altermondialisation » corrige le reproche fréquemment adressé au mouvement de critiquer sans proposer des solutions de rechange, il pose malgré tout problème en masquant les tensions dans le mouvement. Même si le sentiment prédominant en est un de solidarité internationale, il y a

« Tant que le projet de construction, ou de reconstruction selon les cas, de l'économie et de la société nationales avait la priorité aux yeux des acteurs économiques et sociaux, les contestations des acteurs et de leurs organisations avaient pour théâtre l'espace national. Elles étaient surtout menées contre d'autres acteurs nationaux, y compris contre l'État et ses pouvoirs publics, mais avec, à l'arrière-plan, la conviction que la solution au conflit résiderait dans un compromis, un protocole ou une entente quelconque. »

DORVAL BRUNELLE, *DÉRIVE GLOBALE*, BORÉAL



MARWAN SAHMARANI,
LE LANCEUR DE PIERRES
1, 2003, HUILE SUR
TOILE, 36 X 48 PO.

des mouvements plus frileux que d'autres par rapport aux solutions alternatives. Je pense à de nombreux syndicats en Occident qui sont évidemment préoccupés de sauvegarder l'emploi de leurs membres. Dans le discours, ils peuvent être altermondialistes, mais dans la lutte ils sont davantage anti-mondialisation.

Pour ma part, j'aime bien l'expression «mouvement des mouvements» pour parler du mouvement altermondialiste.

Domination et enjeux de pouvoir

L. G. : C'est un mouvement fondamentalement pluriel. Des courants idéologiques divers y cohabitent dans un espace public. On peut y apparaître sans s'obliger soi-même ou obliger les autres à reconnaître qu'il n'y a qu'un seul porteur de vérité.

Ce pluralisme est une grande richesse. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de tensions, au contraire. L'arrivée de femmes qui parlaient d'un point de vue féministe s'est faite, au début, sur le mode de la confrontation. Je me rappelle de discussions interminables au Sommet alternatif Genève 2000 pour faire inclure le mot patriarcat dans la déclaration finale

– les gars se sentaient attaqués ou alors ils prétendaient que la lutte au capitalisme contenait toutes les autres luttes. Or, maintenant, il serait impensable à Porto Alegre ou un autre forum international d'occulter cette perspective, même si elle a toujours beaucoup de difficulté à s'imposer.

Nous avons beaucoup insisté, lors des interventions de la Marche mondiale des femmes dans les rencontres internationales, sur l'importance d'intégrer simultanément, et sur un même pied d'égalité, une perspective de classe, de genre et ethnoculturelle dans nos analyses. Nous avons appris à regarder le monde à travers ces trois lunettes pour y débusquer, non pas juste le capitalisme, mais aussi le patriarcat et le racisme comme systèmes d'oppression distincts se renforçant mutuellement.

F. D.-D. : En effet, il y a parfois une sorte de hiérarchisation fallacieuse des facteurs de domination, dans le discours altermondialiste, comme si de la domination capitaliste découlaient toutes les autres. Ce n'est évidemment pas le cas. J'ajouterais cependant une autre à celles qui viennent d'être évoquées : la domination politique. Les organisations sont-elles autoritaires, hiérarchisées ou bien égalitaires? Et cette tension traverse aussi le mouvement. Ce qui explique d'une certaine manière qu'on retrouve, à côté du Forum social mondial de Porto Alegre, un forum radical qui conteste la domination politique – les autorités et les hiérarchies – au sein du mouvement altermondialiste.

S. P. : Les enjeux de pouvoir sont de toute évidence des enjeux centraux au sein du mouvement altermondialiste. Si le réseautage a l'avantage certain de rendre difficile la prise de contrôle par une tendance, il n'en élimine pas complètement les risques, au contraire. Quand personne n'a formellement le pouvoir, il est d'autant plus facile que s'installent des rapports de pouvoir de fait. Dans le domaine de l'eau, par exemple, où il y a beaucoup d'argent en jeu, parce que c'est un secteur prioritaire de la coopération internationale, les jeux de pouvoir sont fréquents. Il ne faut pas être angélique. Un petit exemple : peu de temps avant le forum social de Mumbay, s'est tenu à New Delhi un forum international sur l'eau. Le Conseil des Canadiens y était représenté en force, dans l'espoir d'y faire adopter sa stratégie qui n'a finalement pas été retenue. Comme la majorité des participants de ce forum ne pouvaient poursuivre deux semaines de plus à Mumbay, le Conseil a réussi, là, à y faire passer leur proposition.

Décomposition ou recomposition du politique

S. P. : Mais ce qui m'inquiète le plus dans le mouvement altermondialiste, c'est le rejet du politique en tant qu'institution centrale de la société, où se prennent les décisions concernant le vivre ensemble. Le «tout à la société civile» illustre assez bien qu'on a perdu ici le sens premier du politique qui est d'instituer en quelque sorte un lieu, une instance, une forme, peu importe – et là on peut discuter des avatars des modèles existants – qui soit au-dessus et en dehors de la mêlée parce que la société civile, en réalité, c'est avant tout la reproduction des rapports de force. Il faut réapprendre

peut-être que le politique, c'est précisément l'organisation du pouvoir dans une société et qu'il est essentiel à la construction de l'égalité. Se retrouver toujours plus nombreux dans les arènes internationales, qu'elles soient alternatives ou onusiennes, n'augmente pas le caractère démocratique des décisions qui y sont prises. L'exigence participative est difficile à concevoir au plan international et dans tous les cas, pour qu'elle augmente la « qualité démocratique », elle ne pourra faire l'économie de procédures.

Un des grands défis du mouvement altermondialiste est celui d'organiser sa pérennité : comment va-t-il faire pour ne pas s'essouffler ? Des grands happenings internationaux, comme Porto Alegre, Mumbai, ne sont pas possibles au rythme annuel, sans miner la capacité d'investir dans les luttes locales.

L. G. : J'ai un regard différent. Je vois au contraire, une revalorisation du politique dans la mouvance altermondialiste. Il y a là un lieu d'appropriation du politique sans laquelle

la démocratie demeurerait une coquille vide. À D'abord solidaires, nous disons que le pouvoir n'est jamais cette chose que l'on s'approprie et qui demeure la chasse gardée d'un petit nombre. Le pouvoir, c'est ce qui circule dans l'action et auquel participent tous les citoyens et citoyennes. Le politique ne se résume pas à l'État et aux partis politiques. Notre capacité de transformer la société ne passe pas nécessairement et uniquement par la prise du pouvoir. Je ne dévalorise pas du tout la

démocratie

représentative, mais il faut aussi la relativiser. On constate en tout cas que ce ne sont pas les partis politiques qui remettent la mobilisation à l'ordre du jour, ce sont les mouvements sociaux.

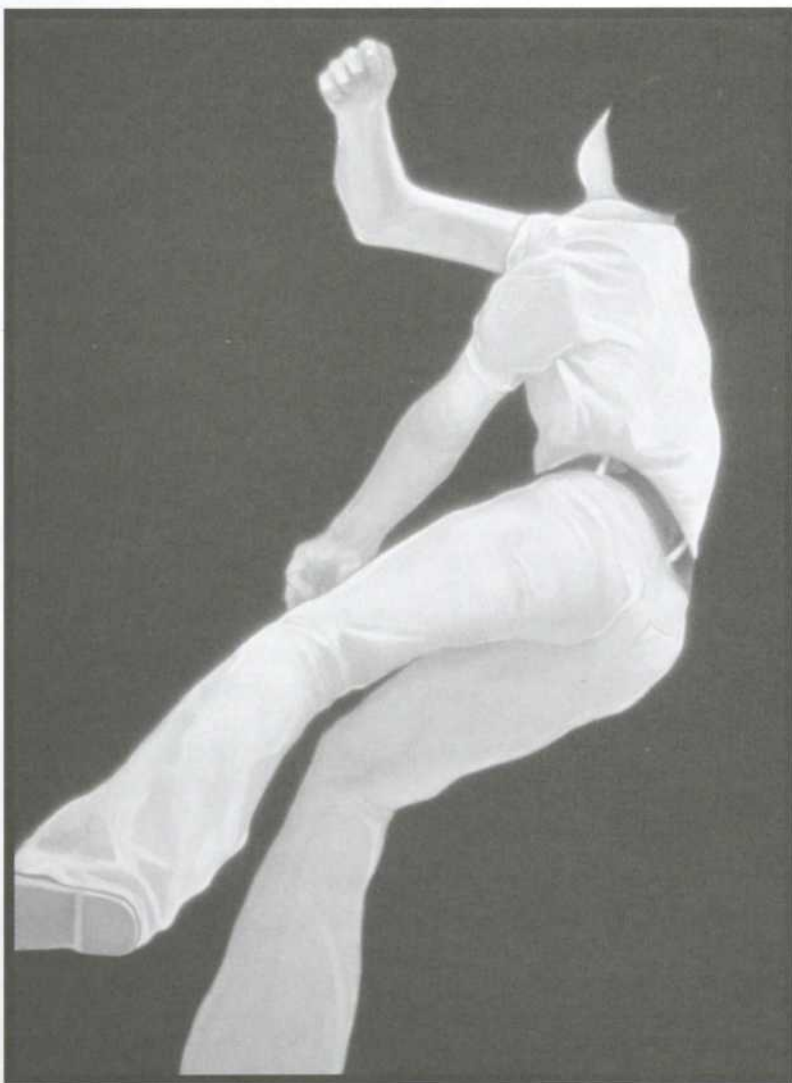
C. R. : Le problème avec les forum sociaux mondiaux, c'est qu'on demeure entre nous, entre contestataires. Que l'on soit 200 000 dans cet espace commun ne change rien en termes qualitatifs. L'espace politique doit être capable de rassembler une pluralité non seulement complémentaire mais contradictoire : amis et ennemis. Le refus de l'État, très présent parmi les altermondialistes, escamote trop souvent une question essentielle : comment va-t-on se mettre d'accord sur un vivre ensemble avec les gens avec qui on ne s'entend pas ? Quelles médiations sont nécessaires pour réaliser cet objectif incontournable ?

Cela dit, je considère prioritaire de construire une démocratie par en bas, de mettre en œuvre des mouvements populaires autonomes. Mais en gardant comme objectif, sans tout lui subordonner, la confrontation et la médiation avec les forces sociales adverses dans un espace politique plus large.

F. D.-D. : Que la population soit désillusionnée de la politique, c'est en grande partie de la faute des partis de gauche eux-mêmes. Les années 1980-1990 ont été un désastre. Durant cette période, la

« L'une des causes de la démultiplication des oppositions et des contestations de la globalisation tient à la réduction d'un espace public de délibération lisible dans l'inefficacité des instances délibérantes officielles, l'absence de débats contradictoires et l'incapacité d'y incorporer des propositions nouvelles. En effet, le rituel de la consultation prend le pas sur l'efficacité de la consultation quand il s'agit des acteurs économiques et sociaux, alors que cette efficacité est maximale lors des consultations des gens d'affaires, de leurs organisations et de leurs lobbies. »

DORVAL BRUNELLE, *DÉRIVE GLOBALE*, BORÉAL



MARWAN SAHMARANI,
LE LANCEUR DE PIERRES
2, 2003, HUILE SUR
TOILE, 36 x 48 PO.

gauche, en Occident, a fait le travail de la droite. Je vois plutôt d'un bon œil le fait de mettre ses énergies dans le mouvement social, de déplacer la lutte politique en faisant croître un rapport de force, des réseaux transnationaux, des liens de solidarité. C'est aussi ça la politique.

L. G. : La beauté des forums sociaux est de bâtir la concertation, de débattre du type de revendications à porter sur la scène politique... Un forum au Québec, à cet égard, permettrait de renforcer la politisation des luttes contre la réingénierie néolibérale du gouvernement Charest. Malheureusement, celui qui était souhaité pour septembre a été reporté *sine die*. Les dirigeants des centrales syndicales n'en veulent pas... du moins pour l'instant.

C. R. : Au sein des syndicats, un certain nombre de militants jouent un rôle d'empêcheurs de tourner en rond et les dirigeants voudraient bien ne pas les avoir dans les pattes. La justification que ces derniers mettent de l'avant pour repousser l'implication dans le mouvement altermondialiste, c'est de dire que cela n'intéresse pas leurs membres, la priorité étant la lutte contre le gouvernement Charest. Or, il est pourtant facile de comprendre que cette lutte n'est pas contradictoire avec un engagement dans le mouvement altermondialiste. Ils vont même de pair.

« Si les mécanismes de consultation mis en place dans l'après-guerre ont été incapables de tenir compte des revendications issues des organisations et autres mouvements sociaux, les nouveaux mécanismes de consultation portés par les promoteurs d'un ordre global sont encore plus inappropriés. Devant une logique de système qui a fait du démantèlement des institutions publiques son nouveau dogme et sa nouvelle mission, les seules possibilités sont la résistance et la contestation. Cette contestation prend plusieurs formes : elle peut s'exprimer de manière passive et conduire à l'anomie, voire à une désaffection profonde vis-à-vis du politique, comme elle peut s'exprimer de manière active et déboucher sur la protestation et le conflit ouvert. »
DORVAL BRUNELLE, *DÉRIVE GLOBALE*, BORÉAL

S. P. : Les prochains accords de libre-échange seront l'occasion de clarifier un peu la place et le rôle des organisations syndicales. Le problème de la participation des syndicats dans le mouvement altermondialiste n'est pas propre au Québec. En Europe aussi, on aimerait bien que le mouvement altermondialiste contamine un peu plus les syndicats. Les centrales syndicales américaines n'étaient pas dans la rue à Seattle. Au Sud, c'est différent à plusieurs égards.

Le mouvement antiguerre

F. D.-D. : Le mouvement antiguerre a été en grande partie lancé par les organisations du mouvement altermondialiste. L'erreur serait de croire que la force de mobilisation des deux mouvements est la même. La capacité de mo-

bilisation est beaucoup plus grande du côté du mouvement antiguerre, depuis le 11 septembre 2001, qui fut à l'origine des plus grandes manifestations à travers le monde.

Le mouvement antiguerre a cependant permis d'élargir le mouvement altermondialiste. Il a établi des ponts entre des groupes que celui-ci ne rejoignait pas : les communautés culturelles et religieuses par exemple, et en particulier les musulmans. Des libertaires travaillent aujourd'hui en solidarité avec des musulmans, ce n'est pas rien. Par contre, la guerre comme telle a provoqué une hémorragie catastrophique dans

Au cours des deux dernières années, les mouvements antiguerre et altermondialiste se sont fécondés mutuellement. Un des résultats de ce processus a été une politisation du pacifisme.

le mouvement altermondialiste, particulièrement aux États-Unis, où s'est imposé un patriotisme à outrance. Le mouvement s'en relève à peine. La situation post-11 septembre a aussi encouragé et facilité la répression et la criminalisation – qui avaient déjà commencé avant – des courants les plus contestataires du mouvement altermondialiste.

L. G. : En même temps, le mouvement antiguerre a permis de mettre à nu un recouplement important : les chefs de file de la guerre sont les mêmes que ceux de la mondialisation néolibérale; ce sont les mêmes ennemis, d'une certaine façon.

S. P. : Ils ne veulent peut-être pas tous la guerre, mais ils ne désirent pas pour autant la paix. Ce qu'ils cherchent, c'est la sécurité. Quand, au Chili, la démocratie n'était pas nécessaire au marché, l'assassinat de 3000 personnes ne posait pas de problème. Il y avait d'abord un objectif sécuritaire. Ce n'est pas ce qu'on peut appeler une situation de paix.

C. R. : Au cours des deux dernières années, les mouvements antiguerre et altermondialiste se sont fécondés mutuellement. Un des résultats de ce processus a été une politisation du pacifisme, qui a intégré dans son discours des éléments très critiques à l'égard de la mondialisation capitaliste et de son lien avec l'hégémonisme et le militarisme. Les antiguerre ont également adopté, tant au niveau local qu'international, un fonctionnement en réseau très proche de celui éterné par les altermondialistes. Il s'agit en quelque sorte d'une démonstration de l'influence de l'altermondialisme. ●

(PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-CLAUDE RAVET)

Des voies nouvelles

Il est parfois difficile d'attribuer un sens et une cohérence à la diversité des actions concrètes, des revendications et des discours foisonnants des altermondialistes. Un point de convergence se profile dans leur perspective d'émancipation des personnes et des groupes sociaux.

CAROLINE DÉSY

Au cours des dernières années, nous avons vu resurgir un type d'activisme peu présent dans les mouvements sociaux nord-américains des années 1980 et 1990. Ce mouvement mondial de résistance à la globalisation est loin d'être homogène; ses mobilisations paraissent fragiles, car hétéroclites, à moins que leur force ne réside dans la diversité. Y sont présents des syndicalistes, des mouvements de consommateurs, en passant par toute une gamme d'associations et de groupes politiques. Des frictions sont inévitables entre tous ces groupes: réactionnaires, bourgeois, «localistes», réformistes, autonomistes et socialistes. Si on y constate une cohérence, elle s'articule dans une perspective d'émancipation des personnes et des groupes sociaux.

Dans le passé, les revendications des mouvements sociaux s'inspiraient du mouvement ouvrier, dans leurs slogans, leurs discours et leurs actions. Aujourd'hui, au cœur des nouveaux mouvements radicaux altermondialistes, quel imaginaire est invoqué, quels modèles sont en train de se forger? Si l'on considère que l'imaginaire est un cadre de références contenant un ensemble de représentations ou une vision du monde, qu'est-ce qui compose l'imaginaire politique altermondialiste? Arrêtons-nous, ici, au rapport au passé et à son usage, ainsi qu'à la vision d'avenir qui est projetée.

Faire table rase du passé?

Une des caractéristiques des mouvements altermondialistes est que ces derniers sont résolument transnationaux. Cet adjectif à la mode n'est pas insignifiant: il vise à souligner le poids des phénomènes et des acteurs qui se jouent des frontières nationales et qui, littéralement, les traversent. Ainsi, à première vue, l'altermondialisme s'inscrirait dans une longue tradition de mobilisations internationales; que l'on

songe, par exemple, aux mouvements ouvriers internationalistes du XIX^e siècle et du début du XX^e. Certains enthousiastes vont même jusqu'à parler d'un «nouvel internationalisme» ou d'une «internationale rebelle».

Des militants, comme Maude Barlow, présidente du Conseil des Canadiens, disent que «la mondialisation à partir de la base» (*globalization from below*) s'est développée à la fois grâce à des mouvements préexistants et en raison même de leur déclin. Mais, bien qu'ils aient beaucoup à apprendre des siècles de lutte contre le capitalisme – particulièrement sur le plan des valeurs et des pratiques –, les altermondialistes ne souhaitent pas que ce nouveau mouvement soit considéré comme une extension de ceux qui l'ont précédé. La mondialisation présenterait de nouveaux problèmes que les «vieux mouvements» n'auraient pas pris en compte. Ce serait l'une des causes de leur déclin. La mondialisation présenterait aussi de nouvelles situations qui demanderaient un changement dans les formes de lutte. Il serait possible d'échapper au poids du passé et d'arrimer ce mouvement contre la mondialisation capitaliste aux besoins et aux conditions de vie des gens d'aujourd'hui.

On oscille donc entre un discours qui nie le poids des luttes passées et des actions qui démontrent une mémoire des

L'AUTEURE EST
PROFESSEURE
ASSOCIÉE AU
DÉPARTEMENT
DE SOCIOLOGIE
DE L'UQAM

MARWAN SAHMARANI,
LA RUE, 2003,
PASTEL À L'HUILE SUR
PAPIER, 26 X 20 PO.



traditions militantes. Des altermondialistes parlent d'échapper au poids du passé, ou de «renverser le cours de l'histoire», comme en témoigne le *Manifeste du Forum mondial des alternatives*, adopté au Caire en mars 1997. Ce désir de lutter sans modèle préconçu peut s'expliquer en partie par un nouveau rapport au temps chez les militants, temps qui s'inscrit moins dans la durée que lorsqu'il était tendu vers l'épreuve décisive selon la version du «grand soir» ou des

La capacité des nouveaux mouvements altermondialistes d'opérer la synthèse entre des traditions militantes diverses ne se trouve pas tant dans leurs discours que dans leurs répertoires d'actions.

«lendemains qui chantent», avec la dimension sacrificielle que la perspective supposait. Cette transformation du rapport au temps dans le militantisme va de pair avec la désaffection pour les idéologies globales comme pouvait l'être le socialisme. Pour les groupes contestataires actuels, l'horizon révolutionnaire, au sens léniniste, semble dépassé.

La capacité des nouveaux mouvements altermondialistes d'opérer la synthèse entre des traditions militantes diverses ne se trouve pas tant dans leurs discours que dans leurs répertoires d'actions. On y recourt en effet à des actions non conventionnelles qui rappellent des pratiques de l'extrême gauche des années 1970; des modes d'organisation libertaires; des méthodes d'agitation du syndicalisme révolutionnaire; une dimension non violente du pacifisme et du catholicisme social. À cela, s'ajoute le registre dit «humanitaire», c'est-à-dire que des mouvements puisent aux sources de l'ordre normatif présent pour asseoir leurs revendications (Déclaration des droits de l'Homme, Constitution, articles de loi, etc.).

La disparition du futur?

Les tenants de l'idéologie dominante se sont empressés de proclamer la fin du rêve socialiste, symbolisée par la chute ou plutôt la démolition du mur de Berlin, événement qui aurait produit un profond désarroi sur la pensée alternative. Le discrédit supposé de l'idéologie marxiste aurait totalement désarmé la critique et interdirait toute perspective d'élaboration d'un projet de société alternatif. Certains ont pu parler, en ce sens, de la disparition du «futur» comme pôle prophétique. Pourtant, la possibilité de se représenter collectivement un monde meilleur n'est pas disparue. En 2001, des discours entourant l'opposition à la création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) portaient l'empreinte d'une utopie: «D'autres Amériques sont possibles: démocratiques, fondées sur l'égalité, la solidarité et le respect de l'environnement et des droits humains.» Il s'agissait d'un développement du slo-

gan de Porto Alegre: «Un autre monde est possible.» Mais des questions demeurent sans réponse: quel monde et quels modèles? Contester la domination de la finance dans un univers où tout devient progressivement marchandise, dénoncer l'OMC, le FMI, la Banque mondiale et les multinationales, ne suffit pas à formuler une politique destinée à fonder un autre monde.

Les mots de la gauche ont changé: le langage de la lutte des classes a fait place à celui de la critique sociale, de l'émancipation autant que de l'exploitation, de la justice et de la démocratie. La démocratie constitue un thème majeur de l'altermondialisation, sans que son emploi comme moyen ou solution soit clair. Il y a un pas, vite franchi par les altermondialistes, entre la participation à la démocratie et l'excès d'optimisme à l'égard de la démocratie envisagée comme solution ultime. Les solutions de rechange évoquées par certains sont la démocratie directe, le pouvoir local et décentralisé; d'autres font appel à la démocratie dite «radicale».

Une autre Amérique est possible

NORMAND BREULT

Entre 8000 et 10 000 personnes venues de tous les pays des Amériques (Sud, Centre et Nord) se sont fraternellement fortifiées au cours du premier Forum social des Amériques (FSA), tenu du 25 au 30 juillet dernier. C'est à Quito, perchée à quelque 2850 mètres dans les Andes équatoriennes, que tous ces représentants de mouvements populaires, syndicats, groupes de femmes, peuples indigènes, groupes de descendance africaine, mouvements étudiants, mouvements des gais et lesbiennes, etc., s'étaient donné rendez-vous.

Le programme du Forum présentait plus de 300 conférences, panels, tables rondes, témoignages, activités spéciales permanentes, séminaires, ateliers, en plus de la programmation culturelle qui, en matiné, en après-midi et en soirée, présentait expositions, théâtre, concerts... Un nombre considérable de kiosques offraient livres, produits de commerce équitable et artisanat. Toutes ces activités avaient lieu à quelques minutes de distance, sur trois campus universitaires et à la Maison de la culture équatorienne, bien entourée par l'ambassade étatsunienne et par deux importants représentants de sa *fast* cuisine, McDonald's et KFC.

La présence très imposante des peuples indigènes m'a particulièrement frappé. Leurs représentantes et représentants étaient là dans leurs costumes colorés, leurs tatouages, leur allure fière, leur grande diversité et dans le respect de leur unique volonté de «reconquérir», de faire reconnaître leurs droits, leurs expressions religieuses, leur capacité de contribuer, à leur façon, à une société autre. Ces peuples indigènes, très nombreux dans les pays des Andes et d'Amérique centrale, représentent une opposition organisée et forte

L'AUTEUR REPRÉSENTE
L'ACAT AU RÉSEAU
ECUMÉNIQUE JUSTICE
ET PAIX

Les institutions démocratiques ont été nourries par les mouvements sociaux durant les dernières décennies, dont le mouvement environnementaliste et le mouvement féministe, parce que ceux-ci ont attiré l'attention des citoyens sur des enjeux sociaux cruciaux. Ils ont aussi ouvert le débat public et apporté des solutions de rechange. Dans nos sociétés, c'est souvent à travers les mouvements sociaux que la démocratie est questionnée, ravivée et qu'elle peut s'étendre à de nouvelles sphères. La mouvance altermondialiste s'inscrit dans cette logique.

Elle véhicule une conception du temps à laquelle les groupes de gauche ne nous ont pas habitués : c'est le présent qui motive l'action et non une société future, issue des lendemains glorieux d'une révolution chantante. Ce n'est pas la consécration de l'immédiateté, mais une conception du futur qui se construit déjà dans le présent. L'aspect positif de cette optique réside dans le fait que les projets ne sont pas guidés

à ce monde qu'on pense pouvoir leur imposer, à eux et aux autres groupes victimes de l'exclusion néolibérale.

Une spécialiste mexicaine, Ana Maria Ceceña, a brillamment présenté la présence militaire impériale chez ces « peuples récalcitrants », ces gens qui n'entrent absolument pas – ni idéologiquement, ni spirituellement – dans la logique du développement occidental néolibéral, à côté des pays du Moyen-Orient (sauf Israël, bien entendu!). Comme par hasard, ces pays et ces peuples habitent des espaces recelant un très riche sous-sol et une biodiversité remarquable. D'où, depuis quelques années, la multiplication rapide et soutenue des bases militaires étatsuniennes sur tous ces territoires.

Les jeunes aussi étaient présents et actifs. Membres de différents groupes, ils réclamaient un avenir ouvert, fait de partage et de possibilités offertes à tous. Le regroupement de plusieurs d'entre eux, sous les bannières rouges marquées du marteau et de la faucille, a été diversement apprécié, certains n'y voyant qu'un retour en force d'une idéologie marxiste passéiste. Tous s'entendent cependant sur l'heureuse résurgence d'un socialisme « qui n'est pas mort avec la chute du mur de Berlin, mais qui, au contraire, a été libéré par cette dernière ».

L'Église catholique officielle d'Amérique latine, tant équatorienne que continentale, brillait par son absence. Ne s'en surprendront que ceux qui ignorent la régression que cette institution a connue depuis les dix ou vingt dernières années, toute occupée à sauver les âmes, mais oublieuse des pauvres et de l'esprit du concile Vatican II. Cependant, des chrétiens étaient là; entre autres, les membres d'Amerindia, très amoureux de l'Évangile et du peuple de Dieu. Ces disciples du Christ se sont même intégrés à la planification du FSA en y présentant deux ateliers : *Conversion personnelle et changement social* et *Différend Chili-Bolivie sur l'accès à la mer*. Riche expérience qu'ils renouvelleront au Forum social mondial de Porto Alegre en début d'année 2005.

par une idée de ce que le futur devrait être; ils répondent à une situation d'oppression vécue. Son aspect négatif est que le projet global reste très flou. Les militants qui s'opposent à la globalisation financière et économique, et qui s'inquiètent de ses conséquences, ont le mérite de mettre à jour l'idéologie néolibérale ainsi que de participer à sa déconstruction. Les altermondialistes comptent aussi parmi leurs réalisations la production d'initiatives et de solutions alternatives. Il est parfois difficile d'attribuer un sens et une cohérence à la diversité des actions concrètes, des revendications et des discours foisonnants. Ne sommes-nous pas conviés à inventer ensemble un autre futur? ●

J'ai redécouvert lors de cet important événement, reproduisant à l'échelle continentale les rassemblements mondiaux de Porto Alegre et de Mumbai, l'opposition radicale et généralisée à la ZLEA (zone de libre-échange des Amériques). Cette dernière ne constitue d'ailleurs qu'une dimension de ce néolibéralisme libre-échangiste, lequel s'incarne aussi, et peut-être de façon encore plus pernicieuse, dans les accords récemment signés entre les pays latino-américains et l'Union européenne. Il faudrait également mentionner les multiples traités bilatéraux qui représentent autant de tentatives de morceler le sous-continent.

Les différents intervenants ont fait ressortir très fréquemment les liens étroits et quasiment inextricables entre le libre-échange, la dette extérieure et la militarisation, chargée de venir « discipliner » les peuples dont le libre-échange n'a pas eu raison.

Devant un empire unique et en apparence omnipotent, les forces de changement social, dans leur champ d'intervention respectif, agissent localement, prenant toujours bien soin de situer leurs gestes de promotion d'une société autre dans la perspective d'une lutte globale contre un hégémonisme envahissant et dans la défense du droit à la différence, à la diversité, à l'expression originale des groupes, de leurs façons de vivre et de leur cosmovision.

Les alternatives prennent la forme de coopératives agricoles, de regroupements indigènes, de commerce équitable, de reconnaissance des femmes dans leur être et dans leur apport à la communauté; elles s'enracinent toutes dans cet unique refus, massif, cohérent et coordonné qui, dans son existence même, nie l'individualisme conquérant du pouvoir économique et politique dominant.

À Quito, en cette fin de juillet, non seulement j'ai vu qu'une autre Amérique est possible, j'ai vu qu'elle était déjà en chantier. Je reviens plein d'espoir.

La foi nue

Quand la barbarie s'empare du monde et nous confine dans la tentation du désespoir, il nous reste encore la foi nue, terre nourricière de l'indignation, de la capacité de résister et de nous lever pour rêver un monde différent.

NICOLE LAURIN ET MARCO VEILLEUX

MARWAN SAHMARANI,
SUBSTANCE 1, 2003,
HUILE SUR TOILE,
61 x 68 PO.

De nos jours, l'ampleur et la complexité des problèmes mondiaux semblent atteindre des proportions inégalées. Hyper médiatisée, la misère humaine nous tombe dessus « en direct », telle une chape de plomb quotidienne qui nous enfonce toujours davantage dans le marasme des sentiments de culpabilité, de désespoir, d'impuissance, si ce n'est d'indifférence. Cet accablement est d'autant plus radical que, maintenant, l'histoire s'avance sans qu'aucun système idéologique alternatif ne puisse d'emblée s'imposer comme utopie nourricière au désir de changer de trajectoire.

La litanie des horreurs

Selon le Programme alimentaire mondial, une personne meurt de faim, dans le monde, toutes les quatre secondes. Récemment, l'Organisation mondiale de la santé dévoilait une étude établissant que 150 000 décès par année seraient causés par le réchauffement de la planète. ONU-sida révèle que sur le seul continent africain, 6000 personnes meurent quotidiennement des suites de ce terrible virus. La Banque mondiale estime que la population vivant avec moins de deux dollars par jour pourrait augmenter de deux à quatre milliards dans les 25 prochaines années. D'après le Programme des Nations unies pour le développement, les 20% les plus riches du monde accaparent 86% des ressources disponibles, alors que les 20% les plus pauvres n'ont accès qu'à 1% de ces ressources.

L'ACDI rappelle qu'une cinquantaine de conflits armés font rage, présentement, dans le monde. Elle rappelle aussi que 1,2 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable. De son côté, le Programme des Nations unies pour les établissements humains affirme qu'une personne sur six vit dans un bidonville et que ce chiffre pourrait doubler d'ici 2025.

Au sujet des enfants victimes des guerres au cours de la dernière décennie, l'UNICEF fournit les données suivantes : deux millions ont été tués, six millions ont été gravement



blessés ou mutilés et plus d'un million demeurent orphelins ou séparés de leurs parents.

Dans son rapport de 2003, Amnistie internationale dénonce des atteintes aux droits humains commises dans 151 pays et territoires. Selon la section française de ce même organisme, 120 millions d'enfants n'ont toujours pas accès à l'éducation de base et, au total, il y aurait 875 millions d'analphabètes sur la planète. D'après le Bureau international du travail, 325 millions d'enfants, de par le monde, sont contraints au travail; 100 millions d'entre eux seraient soumis à l'esclavage. L'Organisation internationale des migrations estime, pour sa part, à plus de 700 000 par année le nombre de femmes et d'enfants victimes de la traite des êtres humains. Arrêtons ici l'interminable litanie...

L'emprise du mal

Pourtant, nous avons collectivement la capacité – financière, matérielle, technique – de nourrir, loger, vêtir, soigner et scolariser tous les habitants de la terre. Les moyens à prendre pour préserver les ressources et l'environnement sont bien connus. La majorité des pays adhèrent à la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Avec un peu plus de respect pour les principes du droit international, nous pourrions augmenter considérablement les chances de la paix... Or, c'est tout le contraire qui se produit. Au-delà des théories et des analyses permettant d'expliquer la guerre, de comprendre les fondements de la domination et la logique de l'exploitation, quelque chose résiste à toute raison. Le mal prévaut, là même où le bien serait possible et profitable à tous.

Le macabre cortège des horreurs contemporaines signe-t-il le crépuscule de l'espérance? On ne saurait se dérober à cette terrifiante interrogation qui met directement en cause la conviction qu'une autre société, qu'une autre histoire est possible.

Un avenir sans visage

Bien sûr, les calamités qui se déploient sur la surface du globe font l'objet d'analyses et de discours critiques émanant de journalistes, de scientifiques, d'intellectuels, de politiciens et de militants de gauche. Certaines situations sont également prises en charge par des organisations humanitaires ou militantes. Les fronts de résistance, de même que les fronts de

Par-delà les convictions religieuses, a-religieuses ou irreligieuses, la foi est d'abord ce désir qui soutient la marche sur des chemins incertains.

lutte, se multiplient. Deux principales voies d'action semblent s'imposer. D'une part, renforcer les structures politiques internationales, augmenter leur pouvoir d'intervention, étendre leur influence et leur action. D'autre part, transformer la forme et les conditions actuelles de ce qu'on appelle la mondialisation, c'est-à-dire le mode de production et d'échange qui prévaut à l'échelle de la planète. Les moyens, toutefois, ne définissent pas les fins de l'action. Ces fins apparaissent indiscernables.

Quel idéal, en effet, peut inspirer toutes ces personnes engagées dans les mouvements altermondialistes, environ-

nementalistes ou pacifistes? Quel peut être le moteur de leur action? Quelle forme peuvent-elles donner au rêve d'un monde meilleur? Quel projet pourrait animer leurs batailles? Le scepticisme, l'inquiétude et un profond désenchantement laissent planer le doute sur toute tentative de répondre à ces questions. Il faut l'admettre: il y a, dans le cours de l'histoire, de ces périodes sombres où l'avenir est sans visage.

Garder foi

S'avançant dans l'absence d'horizon clair et parmi les décombres des grandes utopies de naguère, des femmes et des hommes persistent néanmoins à faire crédit à cette liberté de la volonté qui est au départ de toute mobilisation sociale et politique. Individuellement et collectivement, ils continuent de s'engager. Envers et contre tout, ils refusent de céder sur leur désir de justice, de paix et de fraternité. Au milieu des tribulations de ce monde et au creux de leurs propres contradictions, ils croient que le combat demeure possible, qu'il est même plus que jamais d'une impérieuse nécessité. Ils gardent foi.

Mais, aujourd'hui, la foi est nue. Comme la vie, elle est vulnérable et menacée. Sans domicile fixe depuis qu'elle a été dépouillée de ses prétentions dogmatiques et totalitaires, la foi se donne maintenant en partage aux femmes et aux hommes de bonne volonté, quel que soit l'état de leurs croyances ou de leur incroyance. Par-delà les convictions religieuses, a-religieuses ou irreligieuses, la foi est d'abord ce désir qui soutient la marche sur des chemins incertains. Privée du triomphalisme dans lequel elle se drapait encore hier, la foi est

Pour prolonger la réflexion

LIVRES

- AGUITON, Christophe, BENASAYAG, Miguel *et al.*, *Où va le mouvement altermondialisation? Et autres questions pour comprendre son histoire, ses débats, ses stratégies, ses divergences*, Paris, La Découverte, 2003.
- ALBERT, Michael, *L'élan du changement. Stratégies nouvelles pour transformer la société*, Montréal, Écosociété, 2004.
- BENSAÏD, Daniel, *Le nouvel internationalisme. Contre les guerres impériales et la privatisation du monde*, Paris, Textuel, 2003.
- BRUNELLE, Dorval, *Dérive globale*, Montréal, Boréal, 2003.
- CHOSSUDOVSKY, Michel, *Guerre et mondialisation*, Montréal, Écosociété, 2002.
- GÉLINAS, Jacques, *La globalisation du monde*, Montréal, Écosociété, 2000.
- KLEIN, Naomi, *Journal d'une combattante. Nouvelles du front de la mondialisation*, Montréal/Arles, Leméac/Actes Sud, 2003.
- MARTIN, Dominique, METZGER, Jean-Luc et PIERRE, Philippe, *Les métamorphoses du monde. Sociologie de la mondialisation*, Paris, Seuil, 2003.
- SOMMIER, Isabelle, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003.

«Mondialisation des résistances. L'état des luttes 2004», dans *Forum mondial des alternatives*, Centre tricontinental, 2004.

FILM

The Corporation, film de Mark Achbar et Jennifer Abbot, 2004.

SITES

www.attac.org
www.globalexchange.org
www.indymedia.org
www.otherdavos.net
www.resist.org.uk
www.transnationale.org



MARWAN SAHMARANI,
SANS TITRE, 2003,
HUILE SUR TOILE,
36 x 40 PO.

devenue humble. Évanescence comme la manne au désert, c'est chaque jour qu'elle doit être cueillie, au ras du sol.

Pour la suite du monde

La conviction qu'il est nécessaire d'assurer la suite du monde, de travailler avec d'autres à l'avènement d'une humanité meilleure, n'est pas morte avec la « fin des grands récits ». Actuellement, surgissent diverses formes de résistance, de lutte et de militance. Certains modes d'action sont inédits, d'autres plus traditionnels. Il y a les grandes manifestations dans les

rues des capitales où s'affrontent, devant les caméras de télévision du monde entier, jeunes en révolte et forces de l'ordre. Il y a Porto Alegre et sa joyeuse mouvance. Il y a les marches nationales et mondiales des femmes. Aussi, les partis des Verts, les batailles parlementaires, les occupations, les opérations de désobéissance civile. Il y a ceux et celles qui œuvrent dans les quarts-mondes urbains des pays du Nord; ceux et celles qui partent pour le tiers-monde – comme jadis les religieux ou religieuses missionnaires – pour y faire du développement, fonder des hôpitaux, scolariser les enfants. Il y a aussi ceux et celles qui restent chez eux, dans leur ville, leur quartier, autour de leur maison. Ils organisent de petites choses: des rencontres, des regroupements, des actions de contestation silencieuses ou bruyantes qui mettent du sable dans l'engrenage. Il y a le verre d'eau donné à celui qui a soif et qui demande à boire – ou qui n'a plus la force de demander. Et n'oublions pas ceux et celles qui réfléchissent, méditent ou prient dans le silence. Ils sont plus subversifs qu'on ne le pense.

Ces gestes, petits et grands, éclatent en toutes directions. Ces réseaux d'action et de résistance se ramifient dans tous les sens. Qui pourrait prédire où ce foisonnement conduira? Déjà, à l'ombre d'une histoire plus indéchiffrable que jamais, une véritable conscience universelle est en voie d'émergence. Une conscience tenaillée par le destin de la foule innombrable des damnés de la terre. Car « notre faute est sans cesse devant nous »: compromission avec l'injustice, indifférence à la misère et à la violence, profanation de la nature, égoïsme collectif. Cette conscience, toutefois, témoigne aussi de l'espoir que tous ces péchés politiques soient un jour pardonnés à l'humanité et que, enfin, prenne corps la promesse « d'un ciel nouveau et d'une terre nouvelle ». ●

Soirée Relations

Dans la foulée de notre dossier « L'altermondialisation en mouvement », nous vous invitons à une table ronde sur le thème : **Des alternatives pour un autre monde**

Avec la participation de :

Ronald Cameron, président de la FNÉÉQ-CSN;

Sylvie Paquerot, chercheure au Centre d'études et de recherches international de l'UDM;

Claude Vaillancourt, secrétaire général d'ATTAC-Québec et écrivain.

Cet événement aura lieu au Centre justice et foi, 25 rue Jarry Ouest, à Montréal (métro Jarry ou de Castelnau) le **lundi 20 septembre de 19 h à 21 h 30**.

CONTRIBUTION VOLONTAIRE : 5 \$ RENSEIGNEMENTS : PASCAL DURAND (514) 387-2541

Sida et pays en développement

Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), les programmes de lutte contre le sida, dans les pays en développement, mettent trop peu l'accent sur les traitements. En 2003, sur 40 millions de personnes atteintes dans les pays en développement, seulement 440 000 bénéficiaient d'un traitement, déplore l'OMS.

Salaire minimum et pauvreté

Un rapport présenté à Ottawa par le Conseil national du bien-être social démontre qu'une personne qui occupe un emploi au salaire minimum à temps plein durant toute l'année n'est pas en mesure de vivre au-dessus du seuil de la pauvreté. L'organisme, qui a étudié la situation dans quatre grandes villes au pays, note que les loyers moyens sont hors de prix – sauf à Montréal – pour les employés à temps plein au salaire minimum. Même situation pour les services de garde, où le Québec fait encore exception grâce au programme de garderies à 7 \$.

Congrès de L'Entraide missionnaire

Selon le dernier rapport annuel d'Amnistie internationale, le droit international et les droits humains ont subi, en 2003, «les attaques les plus systématiques depuis 50 ans». Le prochain congrès de L'Entraide missionnaire veut créer un espace de réflexion sur cette réalité qui nous concerne tous, tant au Nord qu'au Sud, en Orient qu'en Occident. Dans ce contexte, que deviennent des insti-

tutions comme l'ONU, la Commission des droits de la personne ou la Cour pénale internationale? Dans une perspective éthique et spirituelle, la promotion et la protection des droits humains, composantes essentielles de la lutte pour la justice sociale, constituent aujourd'hui un défi prioritaire. Personnes-ressources: Mélanie Bizet (Amnistie internationale), Diane Boudreault (Regroupement pour la responsabilité sociale des entreprises), Dorval Brunelle (Département de sociologie de l'UQAM), Claire Doran (Comité de soutien aux Palestiniens réfugiés à la paroisse Notre-Dame-de-Grâce de Montréal), Tiphaine Havel (Ligue française des droits de l'Homme), Philippe LeBlanc, o.p. (Dominicains pour la justice et la paix), Luis Guillermo Perez (Initiative de Copenhague pour l'Amérique centrale et le Mexique). Au cégep Ahuntsic, les 11 et 12 septembre 2004; renseignements: (514) 270-6089 ou <emi@web.ca>.

Crimes haineux

Une enquête commandée par Statistique Canada révèle que 928 crimes motivés par la haine ont été perpétrés en 2001 et 2002 au Canada. Dans l'ensemble, 57% de ces crimes avaient pour motif l'origine ethnique. La religion s'est classée au deuxième rang, figurant dans 43% des cas. L'orientation sexuelle était le motif mentionné dans environ un dixième des cas.

Taux de suicide

Le phénomène du suicide prend une ampleur inquiétante au Québec, selon une étude récemment publiée par l'Institut national de santé publique. Cette étude démontre que le taux de suicide, au Québec, est passé de 14,8 par 100 000 habitants à la fin des années 1970 à 19,1 en 1999-2001. Or, dans le reste du

Canada et dans la plupart des pays industrialisés, les taux sont en baisse. Comparé à 20 pays industrialisés, le Québec affiche le 3^e taux le plus élevé de mortalité par suicide chez les hommes et le 6^e chez les femmes.

Un monde inégal

Les citoyens de nombreux pays en développement n'ont pas vu leurs conditions de vie s'améliorer depuis 1960, ou même les ont vues s'aggraver, en dépit des efforts réalisés pour faire disparaître la pauvreté sur la planète. «La triste vérité est que le monde aujourd'hui est beaucoup plus inégal qu'il y a 40 ans», a déploré Kofi Annan lors de la 11^e conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, tenue à São Paulo en juin dernier.

Hommage aux pionnières de l'action sociale

Une nouvelle exposition, intitulée «Un siècle d'action sociale», est dédiée à la reconnaissance des femmes pionnières de l'action sociale au XX^e siècle. À l'aide de bannières d'interprétation et de quelques vitrines, le visiteur découvre la pensée et les réalisations de Marie J. Gérin-Lajoie et de la communauté religieuse qu'elle a fondée à Montréal. Réalisée par Des Rosiers & Associés inc. (gestion des arts et du patrimoine), en collaboration avec Diane Bernier (Design inc.), Rémi Castonguay (direction artistique) et les Archives de l'Institut Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal, cette exposition couvre une tranche d'histoire sociale et religieuse du Québec. Visites et renseignements: 1215, boulevard Saint-Joseph Est, Montréal; (514) 271-9198.

La Bolivie : un espoir déçu

Le mouvement de révolte d'octobre 2003 – qui a chassé Gonzalo Sánchez de Lozada et placé Carlos Mesa au pouvoir – avait pour but, non de remplacer un président par un autre, mais de transformer la société en brisant l'exclusion sociale, politique et économique de la majorité de la population. On en est encore loin.

DENIS LANGLOIS

Le nouveau gouvernement Mesa bénéficiait d'un appui massif de la population (autochtone aux deux tiers) pour lancer des réformes importantes et mettre fin à la répression, au clientélisme des partis politiques et à la corruption. Il avait promis deux changements majeurs : un référendum sur les ressources en gaz et la création d'une Assemblée constituante plus représentative du peuple bolivien. Il faisait face, toutefois, à une situation économique et fiscale très difficile. Il a d'abord tenté de la surmonter, en janvier dernier, en faisant adopter par le parlement de nouvelles lois prévoyant un impôt sur le patrimoine, un nouvel impôt aux entreprises pétrolières, un impôt sur les transactions financières et des mesures d'austérité destinées à garnir les coffres de l'État.

L'effort fut cependant combattu. Le secteur pétrolier fit campagne contre l'institution d'un impôt supplémentaire sur ses activités productives. Le secteur patronal dans son ensemble

refusa d'appuyer l'impôt particulier sur son patrimoine. Les partis politiques qui faisaient la pluie et le beau temps au parlement, avant octobre 2003, appuyèrent leurs alliés traditionnels dans cette opposition au gouvernement Mesa, souhaitant du fait même sa déstabilisation.

Les secteurs syndicaux s'opposèrent aussi à ces tentatives de réforme fiscale. L'opposition syndicale s'explique, d'une part, par l'absence de vision autre qu'un rejet global de toute politique économique qui ne romprait pas avec celle enclenchée en 1985 par le décret destiné à combattre l'hyperinflation (jusqu'à 15 000 %) et prévoyant la privatisation du pays, selon les diktats du FMI et de la Banque mondiale. Elle s'explique, d'autre part, par le fait que ces mesures ne fournissaient pas un signal clair que le gouvernement combattrait les inégalités sociales criantes avec le fruit des nouvelles entrées fiscales.

À ce tableau, déjà complexe, s'ajoute la volonté manifeste de secteurs économiques et sociaux du sud-est du pays (Santa Cruz, Beni, Tarija) de se séparer devant le refus ou la lenteur du gouvernement à leur conférer le pouvoir autonome qu'ils recherchent.

Résultat : la « convergence » objective entre secteurs patronaux, syndicaux et vieux partis politiques fit que le gouvernement recula, modifia ses intentions pour ne pas s'aliéner des forces sociales capables de le paralyser, se retrouvant en fin de compte dans une situation d'impuissance.

Retour à une politique de confrontation

Le premier test pour Mesa fut la grève du transport public (surtout privatisé)

à travers le pays, en février 2004. Cette grève fut un échec par l'absence d'appui populaire. Ce sont, en fait, les propriétaires de véhicules, contrôlant le syndicat, qui s'opposèrent aux mesures fiscales de Mesa les affectant directement. Les chauffeurs salariés, eux, ne voulaient pas de cette grève. Mesa s'en sortit donc plutôt bien, mais la « victoire » demeura amère.

Ce fut ensuite le choc. En avril 2004, un ex-mineur, qui luttait pour le versement de sa pension depuis 14 ans, s'est immolé à la dynamite en plein Congrès. La société bolivienne en fut traumatisée. Peu de temps après, ses compagnons et compagnes d'armes



occupaient le bureau du Defensor del Pueblo (institution dont le titulaire est élu par le Congrès et qui a pour mandat de surveiller l'administration publique et de veiller à la défense des droits humains) en menaçant que trois d'entre eux s'immoleraient si la pension ne leur était pas versée.

Les négociations conduisirent à un accord avec les 8000 ex-mineurs sans ressources, tout comme celles avec les universitaires qui s'étaient affrontés pendant une semaine aux forces de l'ordre. De même, le mouvement Sin Tierra, qui occupa des terres un peu

partout dans le pays, en vint récemment à un accord avec le gouvernement que certains secteurs du mouvement dénoncent déjà.

Le gouvernement Mesa, loin d'être au bout de ses peines, a aussi fait face à des luttes fratricides entre mineurs de coopératives, déclassés et sans ressources, et mineurs de secteurs privatisés, sur fond de conditions infra-humaines de travail. Les menaces de grève générale illimitée de la COB, mot d'ordre récurrent, et la volonté de bloquer les routes d'accès aux villes, de la part d'une section de la CSUTCB (Confederación sindical única de trabajadores campesinos de Bolivia), se sont ajoutées au tableau de ressentiment et de révolte.

entre propriétaires et paysans, entre Blancs et Autochtones demeurent parmi les plus élevées d'Amérique latine. C'est précisément cette démocratie-là qu'octobre 2003 avait rejetée, provoquant en même temps un nouvel espoir de réel changement. Une démocratie sur papier, tel était le sentiment populaire : apparence d'État de droit, de justice, d'égalité.

Les hésitations actuelles du pouvoir devant une nécessaire lutte contre l'impunité pourraient aussi faire craquer la patience populaire. En effet, une nouvelle crise secoue le pays depuis mai 2004, à la suite de deux événements importants. Alors qu'un jugement du Tribunal constitutionnel, érigé contre l'impunité de militaires boliviens accusés d'assassinats de civils lors de la crise de février 2003, renvoyait quatre d'entre eux à la justice civile pour rendre compte de leurs actes, la hiérarchie militaire tente par tous les moyens de contester la légitimité de ce Tribunal, pourtant mandaté pour interpréter et faire appliquer la Constitution du pays. Cette lutte contre l'impunité est également remise en cause par le pouvoir législatif qui menace d'adopter une « loi interprétative » sur la portée des décisions du Tribunal. Le but visé est de soustraire l'armée à la justice ordinaire et de lui conférer une autonomie complète face au système de justice et à la Constitution – une sorte de « coup d'État » judiciaire prolongeant l'impunité des militaires.

Durant la même période, le Sénat (une des deux composantes du parlement) adopte une autre mesure d'impunité, cette fois à l'égard des militaires et ressortissants américains sur le territoire bolivien, en ratifiant un accord d'exception avec les États-Unis pour le renvoi à la Cour pénale internationale de responsables de crimes de guerre, de génocide ou de crimes de lèse-humanité. Tout cela pour 8 millions \$US en aide militaire!

Dans la perspective de ce double recul, le fragile équilibre social que le gouvernement Mesa avait réussi à préserver pourrait éclater à nouveau.

La carte du référendum sur le gaz

La solution autoritaire pourrait être envisagée, au cas où... En effet, des rumeurs de coup d'État et de pertes d'armes continuent de circuler. L'ambassade américaine a beau annoncer qu'elle n'appuierait pas un coup d'État parce qu'il « ne serait pas viable », peu de gens croient à sa grandeur d'âme! Des grands propriétaires de l'Est s'équipent de milices, pendant que du côté du syndicat des mineurs et de certains groupes paysans, armes et dynamite sont aussi à portée de main.

Devant ce retour à une politique de confrontation, le présent gouvernement répond à la pièce, cherchant des accords avec chacun des secteurs pour gagner du temps. Mais, surtout, il espère tirer profit de l'appui qu'il a obtenu de la population au référendum sur le gaz, appui qui fut en moyenne, pour les cinq questions posées, de 58 % (avec 40 % d'abstention). Sera-t-il possible d'enclencher, à partir de ces résultats, un renforcement du contrôle étatique sur le gaz, son exportation et l'utilisation de ses bénéfices?

Dans ce nouveau contexte, est-ce que les vieux démons de l'autoritarisme, du profit sans régulation, de l'autonomisme oriental, de la paralysie parlementaire et de l'absence de perspective sur le bien commun céderont la place aux défis de changement qui interpellent la société bolivienne?

La stabilité a ses exigences, dont une volonté collective de mettre en œuvre une réelle réduction des écarts de revenus, d'imposer un système fiscal redistributif, de limiter les appétits des transnationales et des entrepreneurs locaux et de développer, par une série de programmes, une société solidaire de ses exclus. Ce sont là des conditions incontournables pour passer d'une démocratie formelle à une démocratie réelle et inclusive, qui prend en compte la majorité de sa population et permettrait un développement plus équitable. ●



DES RETRAITÉS FONT LA QUEUE POUR RECEVOIR LEURS INDEMNITÉS, À LA PAZ, EN JUIN 2004, CANAPRESS/DADO GALDIERI

Le voile en question

Reconnaître la légitimité du voile ne peut que renforcer le maintien de la femme dans la soumission et le reniement de soi



AMINA ALAOUÏ

L'AUTEURE EST
DOCTEURE EN DROIT
DE L'UNIVERSITÉ
PARIS-X-NANTERRE

De tout temps et afin d'instaurer et de maintenir l'emprise du patriarcat, les hommes ont toujours su instrumentaliser les religions et trouver des prétextes pour voiler les femmes. Quels que soient les fondements théologiques considérés, le voile des femmes a toujours été d'abord un symbole d'oppression et il le demeure de nos jours.

Au cours des derniers siècles, plusieurs luttes ont pu libérer des milliers de femmes de la domination et de la soumission à des codes qui bridait leur liberté et leur dignité. Cependant, aujourd'hui encore, plusieurs femmes sont toujours privées de leurs droits les plus élémentaires : ceux de disposer de leur corps et de leur liberté de choisir. Elles sont violentées, violées, discriminées et aussi voilées de force par des groupes désireux d'imposer les principes les plus obscurantistes.

Par-delà le symbole religieux

La question du port du voile se trouve au cœur de la conjoncture politique, économique et sociale, et ne peut être dissociée du contexte historique où fut imposé de l'extérieur, un schéma et un

modèle à suivre. Face à une modernité importée et mal vécue, la montée de l'intégrisme et l'interprétation stricte de la loi coranique ont réincarné l'image de la femme recluse et voilée. De son côté, et pour de multiples raisons, la femme musulmane a trouvé dans le voile un code sécurisant, parce que connu, au mépris de ses propres droits et libertés.

Survivance du passé, le voile réaffirme l'autorité masculine sous couvert d'une certaine conception de l'honneur qui semble être intimement liée à l'appropriation du corps de la femme par le clan familial et social. Le voile semble surtout être un moyen habile d'écarter la femme des sphères du pouvoir et de la confiner à un rôle à l'ombre de la scène publique. Cette stratégie, fondée sur la manipulation des concepts religieux, n'a d'autre visée que de priver la femme de se construire en sujet capable de rechercher, à travers les formes qu'elle aurait véritablement choisies, l'expression de sa propre identité.

Signe d'asservissement

Le port du voile est la cause d'un déni de soi et « la marque » de l'asservissement sexuel et politique des femmes. Le voile est imposé à des fillettes à qui on inculque dès l'enfance le déni de leur corps parce qu'il est féminin, donc honteux. Le port du voile définit la femme essentiellement par et pour le regard des hommes. Le port du voile n'est pas seulement un symbole re-

ligieux ; il est l'emblème d'une condition féminine qui défie les siècles et les époques. Reconnaître la légitimité du voile ne peut que renforcer le maintien de la femme dans la soumission et le reniement de soi.

Forme d'abnégation et de reniement des attributs féminins, le voile n'a pu, en tout cas, protéger les femmes violées et maltraitées en Algérie, au Soudan ou en Afghanistan.

Par le port du voile, les femmes sont instrumentalisées, mises sous tutelle : ce sont des êtres juridiquement et socialement mineurs. Le voile est là afin de les protéger d'elles-mêmes.

Dans les conflits sociopolitiques, le corps de la femme devient un champ de bataille où se croisent racisme, sexisme et violences politiques. Au sein d'un tel contexte, le voile est l'emblème du fait que les femmes n'ont pas droit à la parole. Or, la libération des femmes commence au moment où elles reprennent justement ce qu'on leur a extorqué : la parole.

Au-delà ce que l'on peut penser de l'islam et du statut des femmes, une relecture des textes religieux permettrait, certes, de lever les équivoques sur ce qui relève réellement de l'ordre religieux et sur ce qui n'est qu'un conservatisme aveugle, renforcé par des siècles de décadence. Cette relecture pourrait ainsi être un premier pas pour l'éclosion d'une nouvelle ère où les textes fondateurs de l'islam pourraient être mis véritablement au service de la protection du droit fondamental de la femme à des choix libres et éclairés. ●

Dernièrement, en France, le port du voile islamique dans les écoles a fait l'objet de débats houleux. Si les médias d'ici en ont fait amplement écho, peu a cependant été dit sur les représentations symbo-

liques du voile, par-delà ce contexte institutionnel. Pourtant, elles sont souvent à la base des revendications ou des détractations à son endroit.

Le port du voile est un acte de foi qui relève de la liberté de conscience; il est aussi l'expression du respect de certaines valeurs spirituelles

NADIA TOUHAMI

Revendiqué par un premier camp comme blason de résistance à l'occidentalisation, le voile est vivement dénoncé par le second camp comme le symbole de l'asservissement de la femme et comme symptôme d'un repli communautaire dangereux; le tout dans l'atmosphère de l'après 11 septembre.

Sans vouloir importer ici une mise en scène très franco-française, avec ses spécificités politiques mais, surtout, postcoloniales, il est important de se pencher sur cette question dans notre contexte canadien de diversité culturelle. D'autant plus qu'on ne nous offre, ici comme ailleurs, qu'un débat superficiel entre des «provoile» et des «antivoile», confortant chaque camp dans sa position à mille lieux de cette recherche du «mieux vivre ensemble» vers lequel on aimerait tendre.

Contre une vision réductrice

Dans les sociétés occidentales, l'image du voile n'est pas très reluisante. En effet, les termes et les images utilisés sans nuance au sein des milieux médiatiques et de l'intelligentsia pour décrire la femme musulmane sont lourds de connotations péjoratives. Là où tous les raccourcis d'usage sont permis, on finit par renforcer les stéréotypes, ne créant le plus souvent qu'un sentiment de pitié, si ce n'est une aversion à l'égard de la femme voilée.

Parallèlement, dans les sociétés musulmanes, la femme voilée est généralement perçue comme celle qui se

comporterait le plus «islamiquement correct»! En conséquence, selon cette vision réductrice du message de l'islam, le voile ferait la musulmane et la musulmane se résumerait à son voile!

Alors, comment aborder sereinement ce sujet sans tomber inévitablement dans la victimisation ou encore dans la franche islamophobie légitimée par la défense d'une laïcité antireligieuse?

Épanouissement spirituel

En premier lieu, il est important de rappeler qu'en islam, le port du voile est un acte de foi qui relève de la liberté de conscience. En ce sens, il renvoie à la volonté d'une femme musulmane d'agréer, au long d'un cheminement spirituel, à une injonction divine parmi bien d'autres.

Ceci ne donne aucune légitimité à juger une autre musulmane qui serait «moins croyante» parce qu'ayant trouvé d'autres formes d'épanouissement spirituel, par rapport à celle qui serait «plus croyante» parce que voilée. Le choix n'appartient qu'à la femme et le jugement du contenu des cœurs n'appartient qu'à Dieu!

De la même façon, par quelle fatalité doit-on qualifier l'une de «libérée» et l'autre de «soumise»? La libération de la femme serait-elle conditionnée par sa seule apparence? Or, si une femme québécoise a choisi d'adopter le voile, qu'est-ce qui mandaterait le reste de la société pour décréter ce qui est de l'émancipation et ce qui ne l'est pas? Au nom de quel principe de droit

lui imposer de l'ôter, sans inévitablement la discriminer?

Rappelons, par ailleurs, que les musulmanes n'ont pas de «brevet d'invention» sur la pudeur qui est d'abord une attitude avant d'être une apparence. Principe que l'on retrouve autant dans d'autres confessions que dans des valeurs individuelles complètement a-religieuses. De plus, cette modestie est tout autant exigée de l'homme, sensé lui-même avoir une attitude réservée et une tenue décente. C'est que, au-delà de l'apparence vestimentaire, ce que l'islam exige de ses fidèles, hommes et femmes, c'est de savoir relativiser tout paraître au nom de l'être.

Lever le voile sur un véritable débat

Dans ce débat, les femmes musulmanes, où qu'elles soient, sont appelées à sortir du mutisme pour s'appropriier – au nom des valeurs universelles – leurs droits légitimes, sans abjurer leurs principes spirituels. Il s'agit, pour elles, autant de refuser l'imposition machiste et marchande qui les désire, tour à tour, dénudées ou voilées, que de remettre en question la vision ethnocentrique de l'émancipation de la femme ou de sa religiosité.

L'appel à l'ouverture est également adressé à tous les autres citoyens du Canada afin de «dépassionner» ce débat et d'éviter de proposer, comme seule solution viable – mais ô combien illusoire –, le mimétisme de la femme occidentale. Cessons de croire qu'on a tout justifié en invoquant les sacrosaints «droits des femmes» ou qu'on a résolu tous les maux dont souffre la femme musulmane lorsqu'on a diagnostiqué «foulard islamique». Sortons de cette logique manichéenne et construisons ensemble une véritable citoyenneté égalitaire. ●



L'AUTEURE EST MEMBRE
DE PRÉSENCE MUSULMANE

Vers un quatrième théâtre de guerre

Le projet de bouclier antimissile, mis de l'avant par le gouvernement américain, révèle une volonté de militarisation de l'espace et de relance de la course aux armements. Est-il réaliste de croire qu'il pourrait nous « protéger »?

LOUIS MARCHILDON

L'AUTEUR EST
PROFESSEUR DE
PHYSIQUE À
L'UNIVERSITÉ
DU QUÉBEC À TROIS-
RIVIÈRES ET MEMBRE
DE L'ASSOCIATION
SCIENCE FOR PEACE

La chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide ont laissé croire quelque temps que ralentirait la course effrénée aux armements des décennies précédentes. Cet espoir s'est évanoui à la suite des événements tragiques du 11 septembre 2001. La menace terroriste, quoique réelle, est depuis lors démesurément gonflée par l'administration américaine pour poursuivre ses objectifs militaires. N'a-t-on pas justifié l'invasion de l'Irak par l'existence apparemment indubitable d'armes de destruction massive et par d'hypothétiques liens entre le régime de Saddam Hussein et le réseau al-Qaïda? Et le bouclier antimissile serait nécessaire, dit-on, pour nous protéger de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) lancés éventuellement par des « États voyous » ou des groupes terroristes clandestins.

La genèse du bouclier

La puissance destructrice incomparable des armes nucléaires, révélée dès les premières explosions de 1945, a conduit dans les décennies suivantes à l'équilibre de la terreur. Bien que longtemps ennemis, les États-Unis et l'Union soviétique n'ont jamais utilisé l'un contre l'autre leurs bombes nucléaires, sachant tous les deux que l'assaillant subirait immédiatement une riposte dévastatrice.

On a rêvé de pouvoir se protéger d'une attaque nucléaire. Néanmoins, le caractère déstabilisateur d'un bouclier antimissile a rapidement été reconnu. Si, en effet, l'une des superpuissances était perçue comme totalement ou partiellement à l'abri d'une attaque nucléaire, l'autre chercherait inévitablement à développer davantage son arsenal. Le traité contre les antimissiles balistiques (ABM), conclu en 1972 entre les États-Unis et l'URSS, a donc prohibé toute tentative de protection systématique du territoire. Le traité permettait toutefois à chacune des parties de protéger sur son territoire un seul site, au moyen d'au plus 100 intercepteurs. L'URSS a choisi de mettre à l'abri la ville de Moscou tandis que, du côté américain, on optait pour la base militaire de Grand Forks au Dakota du Nord. Peine perdue! Après avoir dépensé plusieurs milliards de dollars, les États-Unis ont réalisé que ces efforts n'en valaient pas la peine.

À la surprise générale, le président Reagan annonça néanmoins, en mars 1983, l'Initiative de défense stratégique (IDS),

communément appelée « Guerre des étoiles ». Par l'utilisation de lasers et de sources de rayonnement à haute puissance, sur terre ou dans l'espace, l'IDS visait à protéger l'ensemble du territoire des États-Unis contre une attaque massive d'ICBM. Plusieurs analyses ont montré que ni la technologie d'alors, ni les progrès envisageables au cours des 10 ou 15 années suivantes ne pourraient rendre le projet réalisable. Sous sa forme initiale, l'IDS a été abandonnée autour de 1990.

Des objectifs revus

Le bouclier envisagé depuis la fin des années 1990 est plus modeste que l'IDS. Il vise à protéger le territoire des États-Unis (et, éventuellement, de l'Amérique du Nord) contre quelques missiles lancés par des « États voyous » ou groupes terroristes, ou lancés accidentellement par un pays non ennemi. Le qualificatif « modeste » est évidemment relatif. En 2002 seulement, le Pentagone a consacré 9 milliards \$ à la défense antimissile.

Pour bien comprendre le fonctionnement du bouclier, il faut se représenter le parcours d'un ICBM comme formé de trois parties distinctes. La première est la propulsion, au

En réalité, l'effort militaire sert d'abord ceux qui en tirent profit pécuniairement, et qui contribuent grassement, bien sûr, au financement des partis politiques.

cours de laquelle le missile brûle son carburant et largue ses réservoirs vides. Elle ne dure que trois ou quatre minutes. Le missile poursuit alors sa lancée sur une trajectoire balistique extra-atmosphérique de 20 ou 25 minutes. La dernière partie s'amorce avec la rentrée dans l'atmosphère suivie, quelques minutes plus tard, de l'explosion de l'ogive.

D'après l'échéancier de la Maison-Blanche, la première phase du bouclier devrait être complétée dès septembre 2004. Six intercepteurs vont alors être déployés à Fort Greely, en Alaska, et quatre autres à la base aérienne de Vandenberg, en Californie. On prévoit ajouter dix intercepteurs à Fort Greely dès 2005. L'objectif de ce système consiste à détruire le missile ennemi sur sa trajectoire balistique. Pour ce faire, une panoplie de radars terrestres et spatiaux, dont plusieurs ne sont pas encore prêts, doivent détecter le missile peu après sa mise à feu et déterminer rapidement sa trajectoire avec précision. Un ou plusieurs intercepteurs, dotés eux aussi de différents détecteurs, sont alors lancés vers le missile et doivent le détruire par impact direct.

La difficulté d'interception vient d'abord du fait que le missile se déplace à la vitesse vertigineuse de 7 kilomètres par

seconde, c'est-à-dire qu'il franchit la distance de Montréal à Québec en moins d'une minute. Il ne faut donc pas se surprendre que le taux de succès des premiers essais ait été très faible. On peut penser que, dans des conditions optimales, les résultats s'amélioreront. Mais les conditions optimales sont très différentes des conditions réelles. Dans un contexte hostile, on ne sait manifestement pas quand le missile sera lancé, et on ne connaît pas d'avance sa trajectoire. Qui plus est, il est aisé pour l'attaquant de développer des mesures contre-offensives efficaces tels des leurres, des ogives multiples ou différentes techniques de dissimulation. L'interception fiable est alors virtuellement impossible.

Pour échapper à ces mesures contre-offensives, efficaces surtout dans la phase balistique, les architectes du bouclier se préparent également à détruire le missile dès la propulsion. Plusieurs milliards de dollars seront dépensés là-dessus au cours des prochaines années. Le système envisagé utiliserait des intercepteurs basés au sol ou dans l'espace, ou des lasers aéroportés. On vise à amorcer le déploiement de ce système au début de la prochaine décennie. En réalité, les défis technologiques paraissent insurmontables. Une étude commanditée par l'American Physical Society a montré qu'aucun scénario réaliste ne parviendrait à stopper les ICBM à l'intérieur du délai fatidique de 180 secondes.

Les véritables raisons

Sommes-nous fondés de penser que les missiles balistiques, munis d'ogives nucléaires ou d'autres armes de destruction massive, constituent une menace importante à notre sécurité? Si la possibilité du lancement accidentel d'un missile reste jusqu'à un certain point préoccupante, la transparence et le désarmement paraissent ici bien plus prometteurs qu'une attitude agressive.

La construction d'ICBM requiert une technologie avancée hors de la portée de groupes clandestins. Par contre, un pays hostile suffisamment industrialisé peut éventuellement y arriver. Mais quel pays voudrait envoyer une bombe nucléaire sur les États-Unis, sachant qu'il subirait en retour des représailles dévastatrices? En réalité, il serait beaucoup plus facile, et bien moins risqué, d'introduire des armes sophistiquées par d'autres moyens, par exemple, dans l'un des dizaines de milliers de conteneurs qui entrent tous les jours dans les ports des États-Unis.



Pourquoi alors l'administration américaine s'engage-t-elle dans un programme coûteux qui semble voué à l'échec? Il me semble y avoir trois raisons principales.

La première tient à la puissance du complexe militaro-industriel. À près de cinq cents milliards de dollars, le budget militaire américain est du même ordre que celui de tous les autres pays de la planète réunis. Les raisons données pour justifier l'ampleur des dépenses militaires ne tiennent pas. Si, comme on nous l'a dit longtemps, l'effort de défense avait pour but de mettre en échec l'impérialisme soviétique, le budget militaire aurait dû décroître à la fin de la guerre froide. Et si, comme on le dit maintenant, il a pour but de combattre le terrorisme, pourquoi développe-t-on des porte-avions et des bombardiers furtifs? En réalité, l'effort militaire sert d'abord ceux qui en tirent profit pécuniairement, et qui contribuent grassement, bien sûr, au financement des partis politiques.

La seconde raison consiste en ce que le bouclier antimissile, présenté comme un système de défense, a en réalité des objectifs offensifs. Si, à tort ou à raison, le système est perçu comme efficace, il devient un outil d'intimidation. « N'essayez pas – dira-t-on aux pays qui s'opposent à l'impérialisme – de protéger votre indépendance même à l'ombre d'ICBM, car nous pouvons nous en prémunir. »

L'arsenalisation de l'espace

La troisième raison tient au désir manifesté de plus en plus, dans l'armée et différents secteurs de l'administration américaine, de faire de l'espace, après la terre, la mer et l'air, un quatrième théâtre de guerre.

Depuis longtemps déjà, on utilise l'espace à des fins militaires, par exemple pour l'espionnage, les communications, le guidage et la vérification du respect des traités. Néanmoins, tout porte à croire qu'il n'y a pas, à l'extérieur de l'atmosphère, à l'heure actuelle, d'armes véritables. Le traité sur l'espace extra-atmosphérique, signé en 1967 et ratifié par près de 100 pays dont les États-Unis et l'URSS, prohibe l'introduction dans l'espace d'armes nucléaires ou d'armes de destruction massive. Les accords SALT et START entre la Russie et les États-Unis, qui visent la réduction mutuelle des armes nucléaires stratégiques, défendent de nuire aux dispositifs de vérification, en particulier les satellites. Malgré cela, et bien que l'assemblée générale des Nations unies se prononce chaque année avec une majorité écrasante contre l'arsenalisation de l'espace, il n'y a aucun accord international qui prohibe l'introduction d'armes dans l'espace.

Les partisans du bouclier affirment que notre participation est nécessaire pour conserver notre influence sur la défense nord-américaine et garder notre part des lucratifs contrats militaires. Ces arguments ne convaincront pas ceux pour qui la recherche de la paix constitue l'un des impératifs moraux les plus importants de notre temps.

Et pour cause! Depuis plusieurs années déjà, les États-Unis bloquent toute initiative de traité là-dessus à la Conférence sur le désarmement. Pendant ce temps, le commandement spatial de l'armée de l'air américaine multiplie les appels à l'arsenalisation. Le plus récent document de planification, qui vise les 25 prochaines années, envisage la prise de contrôle de l'espace et la possibilité d'en nier l'accès à l'adversaire. Différentes mesures défensives protégeraient les satellites alliés, tandis que des dispositifs offensifs pourraient détruire les satellites ennemis. Des plates-formes spatiales serviraient à des attaques ciblées partout sur la planète. L'un des objectifs avoués est de protéger les intérêts commerciaux liés à la mondialisation. On peut comprendre la volonté d'assurer la sécurité des satellites, assez fragiles. Leur utilité s'étend maintenant à l'ensemble de la société civile et elle ne cesse de croître. Deux raisons font cependant que les propositions de l'armée de l'air américaine ne constituent pas la solution. Un pays peut bien penser que, s'il a seul le contrôle de l'espace, ses satellites seront plus sûrs. Mais la dynamique est tout autre. Vraisemblablement, ni la Russie, ni la Chine, ni même l'Union européenne ne laisseront les États-Unis acquérir un avantage décisif dans l'espace. Il s'ensuivra une relance de la course aux armements, au terme de laquelle chacun trouvera ses satellites beaucoup plus vulnérables.

La seconde raison touche à une menace d'abord imprévue, mais de plus en plus sérieuse, à la sécurité des satellites. Il s'agit de la prolifération de débris produits depuis 45 ans par l'exploration et l'occupation de l'espace. On estime qu'environ cent mille débris de plus d'un centimètre gravitent au-dessus de l'atmosphère. De plus en plus, ils constituent un danger majeur pour les satellites et les missions spatiales. Un conflit militaire spatial aurait à cet égard des conséquences catastrophiques. La multiplication des débris pourrait rendre une partie de l'espace circumterrestre inutilisable.

Et le Canada

La Chambre des communes a rejeté, en février, une motion du Bloc québécois demandant au gouvernement de s'opposer au projet de bouclier américain et de cesser toute discussion avec l'administration Bush relative à la participation du Canada. Bien que le Premier ministre répète qu'aucune décision n'est encore prise, tout porte à croire que le gouvernement penche résolument vers la participation.

Officiellement, le Canada s'oppose à l'arsenalisation de l'espace. Il ne pourra pas cependant maintenir sa position de façon crédible s'il décide de participer au bouclier. Celui-ci, nous l'avons vu, prévoit la mise en place, au cours de la prochaine décennie, de systèmes offensifs dans l'espace. Même dans la phase actuelle, les détecteurs et intercepteurs développés pour le bouclier constituent une étape vers le contrôle de l'espace et l'interdiction d'y accéder. On peut détruire un satellite plus aisément qu'un missile, puisqu'on connaît à l'avance la trajectoire très stable du satellite.

L'idée que notre sécurité s'accroîtrait si le Canada participait au bouclier antimissile paraît tellement peu plausible que peu de gens la défendent véritablement. Les partisans du bouclier affirment plutôt que notre participation est nécessaire pour conserver notre influence sur la défense nord-américaine et garder notre part des lucratifs contrats militaires.

Ces arguments ne convaincront pas ceux pour qui la recherche de la paix constitue l'un des impératifs moraux les plus importants de notre temps. Mais ils ne devraient pas non plus convaincre ceux qui valorisent, à différents degrés, les impératifs économiques. Quel argument économique pourrait bien nous conduire à dépenser des sommes faramineuses pour un système inutile et dangereux, quand on sait que l'investissement militaire est l'une des façons les moins efficaces de créer de l'emploi? À l'intérieur même des États-Unis, l'opposition au bouclier et à l'arsenalisation s'affermirait. En appuyant le bouclier, le Canada pourrait bien, à terme, miser sur un cheval perdant.

La lutte au terrorisme et l'amélioration de la sécurité de l'espace extra-atmosphérique constituent, en ce début du XXI^e siècle, deux lieux importants de collaboration internationale. Souhaitons que le Canada s'y engage en préférant la recherche de la justice et l'établissement d'un climat de confiance à l'unilatéralisme martial. ●

La Marche des femmes se poursuit

Après une décennie marquée par des événements d'envergure, comme la Marche « Du pain et des roses » de 1995 et la Marche mondiale des femmes de l'an 2000, la Fédération des femmes du Québec vient de revoir ses orientations.

CÉLINE DUBÉ

C'est presque la coutume à la Fédération des femmes du Québec (FFQ) de mettre à jour, tous les dix ans, sa mission, ses objectifs, ses priorités et ses structures. Nécessité dictée par l'évolution du féminisme et de la société québécoise en général, mais aussi par la conjoncture socio-économique et politique québécoise, canadienne et internationale, à l'heure de la mondialisation néolibérale.

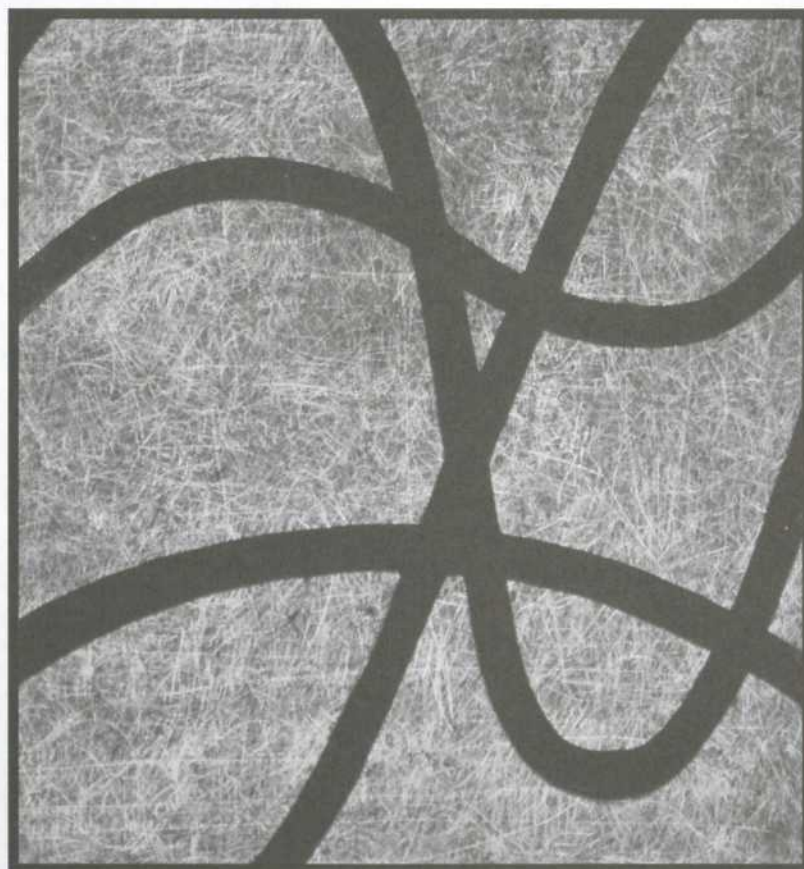
Tâche que les membres ont accomplie ensemble les 7, 8 et 9 novembre 2003 et le 29 mai 2004. Ces deux temps forts de décision ont suscité de vives discussions dans le respect des opinions, parfois diversifiées. Enclenché par le colloque « Résonances et consonances » qui a mis en lumière les grands enjeux de notre société, le congrès d'orientation avait été précédé d'une vaste consultation des membres à travers tout le Québec. Durant une année, les 152 associations membres et les conseils régionaux, qui réunissent quelque 858 membres individuelles, ont mené la réflexion à la base. Une tournée dans les régions a permis de recueillir les questions et les commentaires des unes et des autres rassemblés dans un cahier de propositions destinées à l'assemblée. Il faut souligner le grand souci démocratique présent tout au long du processus décisionnel.

Mission, objectifs, priorités

La FFQ se définit comme « une organisation féministe autonome qui travaille, solidairement et en alliance avec d'autres groupes, à la transformation des rapports sociaux de sexe dans toutes les activités humaines en vue de favoriser le développement de la pleine autonomie des femmes et la reconnaissance véritable de l'ensemble de leurs contributions à la société ». Elle se perçoit comme « un carrefour qui se veut représentatif du pluralisme de la so-

ciété québécoise et de la diversité du mouvement des femmes. Elle assume un leadership collectif en vue de réagir aux enjeux de société auxquels les femmes sont confrontées et, à l'échelle internationale, elle développe des liens de solidarité avec d'autres groupes de femmes à travers le monde. Enfin, la FFQ est un organisme non partisan d'éducation et d'action politique qui exerce un rôle de critique, de pression, de concertation et de mobilisation. »

Dans la Déclaration de principes, la FFQ affirme son orientation féministe, selon une perspective plurielle et pluraliste. Elle se veut ouverte à toutes les femmes, sans distinction d'origine ethnique et de nationalité, d'orientation sexuelle, d'état civil, de religion, de convictions politiques, de langue, de condition sociale, d'âge, de condition physique et mentale. À l'intérieur du mouvement des femmes, la FFQ s'inscrit dans le courant qui s'attaque aux systèmes d'oppression ou de domination : patriarcat, capitalisme, racisme, impérialisme et hétérosexisme qui marginalisent et exploitent les femmes. Elle lutte pour l'émancipation des femmes et affirme leur droit à une participation intégrale et libre à la vie sociale, culturelle, politique et économique. Pour que se transforme la



MARWAN SAHMARANI,
LA RYTHMANALYSE,
HUILE SUR TOILE,
40 x 36 PO.

MARWAN SAHMARANI,
L'ARRESTATION 2,
2003, HUILE SUR
TOILE, 36 X 40 PO.

société, elle croit que la responsabilité du développement humain doit être prise en charge collectivement et que le pouvoir doit être réorganisé afin d'en assurer un partage plus équitable ou plus horizontal. La FFQ travaille donc à la construction d'une société juste, solidaire, véritablement démocratique, égalitaire et pacifique, tant aux niveaux québécois et canadien qu'international et dans le respect de l'autodétermination des peuples.

Quant aux stratégies d'action, les membres ont souhaité poursuivre celles de l'élimination de la pauvreté, des violences et de toutes les formes de discrimination envers les femmes. S'ajoute la lutte contre la mondialisation néolibérale à cause de ses effets sur les conditions de vie et de travail des femmes. À la demande des membres, l'organisme portera une attention particulière aux formes de discrimination que représentent le racisme et l'homophobie. Pour faire entendre la voix des femmes, la FFQ veut intensifier son action sur la scène publique, politique et médiatique, mais elle est aussi prête à s'ouvrir à diverses formes d'action directe et de désobéissance civile non violente.

L'heure est à la mobilisation, à la concertation, à la solidarité avec les syndicats dans leurs luttes actuelles et futures, avec les autres groupes de femmes au Québec et au Canada, pour conserver les acquis sociaux, pour contrer « la cure d'amaigrissement » du gouvernement Charest et l'impact des politiques fédérales sur les conditions de vie et de travail des femmes. Notons également que la FFQ a décidé de ratifier un protocole de solidarité mutuelle avec l'organisme Femmes autochtones du Québec, reconnaissant ainsi son statut particulier. « En tant que Québécoises, nous devons avoir un rapport de nation à nation avec les femmes autochtones du Québec », a déclaré Michèle Asselin, présidente de la FFQ.

Sur le plan des structures, la FFQ met le cap sur une gestion féministe, c'est-à-dire égalitaire et participative qui donne toute sa place à l'équipe de travail agissant en collaboration avec le Conseil d'administration et les différents groupes de travail. La vitalité d'une organisation comme la FFQ repose sur l'engagement de ses membres, tant individuelles qu'associatives, et la concertation des différentes forces qu'elles représentent. C'est ce qui lui a permis, à travers les âges, de relever de nombreux défis.

La plate-forme politique

Le 29 mai 2004, les membres réunies en assemblée spéciale ont adopté une nouvelle plate-forme politique pour remplacer celle actuellement en vigueur depuis 1982. Ce document est destiné à guider la FFQ dans ses interventions. Un long



préambule insiste sur la nécessité d'une solidarité mondiale des femmes, explicite les liens entre l'analyse féministe et la globalisation, réfère aux divers instruments des droits humains dans lesquels s'inscrit cette plate-forme et, enfin, décrit l'approche axée sur les droits des femmes. Des événements ont été déterminants dans l'élaboration de ce texte : la 4^e Conférence mondiale de l'ONU sur les femmes à Beijing, en 1995, et les deux marches de 1995 et de 2000. La solidarité mondiale des femmes n'a-t-elle pas atteint un sommet quand cette seconde marche s'est transformée en Réseau féministe mondial d'action pour lutter contre la pauvreté et la violence envers les femmes?

La plate-forme politique est articulée autour de sept droits fondamentaux pour les femmes. Elle dégage ce que ces droits signifient aujourd'hui dans la réalité concrète des femmes d'ici. Cette approche, en termes de droits, constitue une base légitime et irréfutable, notamment parce qu'elle renvoie à divers instruments reconnus auxquels on peut se référer et à partir desquels on peut évaluer clairement les avancées, les reculs et situer de nouvelles demandes. Une approche en termes de droits permet également de saisir l'interdépendance des droits et l'importance d'une intervention structurée de l'État afin de corriger les déficits de pouvoir que vivent les femmes.

Chacun des droits retenus est accompagné de quelques éléments contextuels dont le but est d'illustrer certains défis auxquels les femmes sont confrontées. D'une façon générale, le contexte sociopolitique nord-américain est marqué actuellement par les changements que veulent imposer les gouvernements néolibéraux. Leurs grandes orientations s'inscrivent dans la globalisation des marchés, c'est-à-dire l'expansion des grandes entreprises ou multinationales, la diffusion de leurs objectifs et de leurs pratiques de gestion. Ce processus nécessite différentes formes d'ententes commerciales entre les pays (accords de libre-échange) et exige des efforts visant

à déréglementer le marché du travail – pour favoriser, entre autres, la sous-traitance – à privatiser les services publics, à « assouplir » les politiques sociales. Bref, à revoir les missions de l'État afin de favoriser la libre circulation des produits, des services et des investissements. Dans ce contexte, un des premiers enjeux auxquels il faut faire face, sur le plan international, continental et national, est celui de la commercialisation des services publics, tels l'éducation et la santé.

Le droit à l'instruction et à l'éducation est une des plus anciennes revendications féministes au Québec et constitue la base de toutes les autres revendications des femmes, parce qu'il est un des moteurs principaux de leur émancipation et la pierre angulaire de leur accès à l'égalité. Même si l'on reconnaît ici plusieurs acquis, il faut encore faire reconnaître l'importance de l'éducation populaire et la valeur des savoirs ou expertises développés dans les secteurs associatifs, féministes, communautaires ainsi que ceux développés dans les milieux de vie et de travail. L'éducation, comme fondement même du développement d'une société, doit assurer la formation de personnes libres et critiques pouvant exercer pleinement leurs responsabilités de citoyennes.

L'heure est à la mobilisation, à la concertation, à la solidarité avec les syndicats dans leurs luttes actuelles et futures, avec les autres groupes de femmes au Québec et au Canada.

Pour le droit de jouir du meilleur état de santé possible, la FFQ réclame le respect du choix des femmes dans les décisions concernant leur santé et des services de santé accessibles et gratuits assurant une meilleure qualité de vie. Les déterminants sociaux, que sont, par exemple, la pauvreté, l'environnement, le vieillissement de la population doivent être pris en compte dans la conception d'une politique de promotion de la santé et l'analyse différenciée selon le sexe doit être appliquée dans la considération de ces déterminants. La FFQ réclame, entre autres, la gratuité des médicaments pour les personnes les plus pauvres, une politique de soutien à domicile assurant des services adéquats, publics et gratuits, qui tienne compte des besoins spécifiques des femmes à titre d'usagères et de proches aidantes.

Dans le droit au travail, on rappelle que le travail salarié tout comme l'éducation a permis aux femmes de faire des avancées importantes, notamment en termes d'autonomie. On revendique ici une meilleure conciliation travail-famille-vie personnelle et l'élargissement du concept de travail, afin que celui-ci inclue le travail domestique, celui lié aux soins des enfants ou des proches dépendants ainsi que toute autre activité bénévole de service à la communauté. Toutes les femmes ont droit au travail salarié et au libre choix de leur travail, à des conditions saines et sécuritaires de travail, à une rémunération égale à celle des hommes ainsi qu'à la protection contre le chômage.

Le droit à la sécurité économique est beaucoup plus large car il touche l'ensemble des programmes de sécurité sociale.

L'État doit intervenir par des politiques sociales indispensables pour faire face aux risques sociaux contre lesquels une société doit se prémunir, comme la maladie, la vieillesse, la dépendance de longue durée, la mise au monde d'enfants, le chômage, etc. Il est de la responsabilité de l'État de prendre les moyens nécessaires pour que le développement économique s'opère dans le cadre d'une éthique de développement social qui reconnaît les divers types de contribution à la richesse collective et empêche la constitution de différentes formes d'exclusion et de discrimination. L'État doit être préoccupé par la poursuite du bien commun qui implique essentiellement la recherche d'un partage équitable des revenus et des ressources.

Le droit à la citoyenneté et à la pleine participation à la vie démocratique fait appel à une citoyenneté active, inclusive, plurielle, critique. Toutes les femmes ont donc le droit de vivre dans un environnement socioculturel qui leur permet d'agir librement et d'influencer, selon leur vision des choses, toutes les sphères d'activités et tous les espaces sociaux. À cet égard, les femmes ont le droit à une pleine et égale participation aux affaires publiques. Dans ce sens, il est important de reconnaître qu'elles ont collectivement un rôle à jouer dans la détermination des enjeux sociaux, politiques et culturels.

Au chapitre du droit de vivre dans un climat exempt de violence, la FFQ veut poursuivre les luttes féministes menées au Québec depuis 30 ans, afin que chaque femme ait le droit de disposer de son corps et de sa vie. On reconnaît la violence comme un moyen de contrôle, de domination des femmes, une expression du patriarcat qui se manifeste tant dans la sphère privée que dans l'espace public. Celle-ci contrevient aux droits fondamentaux de la personne que sont le droit à l'intégrité physique et mentale, le droit à la vie, à la sécurité et à la dignité de la personne.

Enfin, le droit à un environnement sain, comme une composante du droit à la vie. Le droit à un environnement sain repose sur le fait que les ressources naturelles constituent le bien commun de l'humanité, que chaque être humain a besoin pour vivre, d'eau, d'air, de nourriture et d'énergie en quantité suffisante et de la meilleure qualité possible, que la diversité biologique et les savoirs traditionnels sont une richesse. Le droit à un environnement sain est relié à la nécessité de promouvoir un développement durable ou viable plaçant l'être humain au centre de ses préoccupations, cherchant à harmoniser les rapports entre les individus, les peuples et leur environnement, contribuant ainsi à l'avènement de sociétés justes, solidaires, égalitaires et pacifiques.

La plate-forme politique adoptée par la FFQ ouvre à l'évidence de larges avenues pour les luttes à venir. Les devancières ont enregistré des gains dans différents secteurs. Maintenant, la génération présente doit se mobiliser à la fois pour conserver les acquis, pour améliorer les conditions de vie et de travail et pour atteindre la pleine participation à la vie démocratique de nos sociétés. En ce sens, la Marche mondiale de 2005 marquera un autre moment historique de solidarité entre les femmes d'ici et d'ailleurs. ●



CARNET D'ACCOMPAGNEMENT POUR CLAIRSONNANCE
PAGES 6 ET 7, 14.2 x 19 cm, AOÛT 2004
TECHNIQUES MIXTES SUR CARNET MOLESQUINE

Est-ce moi?

TEXTE : JEAN-FRANÇOIS CASABONNE
ILLUSTRATION : STÉPHANIE BÉLIVEAU

L'auto roule sur le highway coincé de trafic; la radio, frénétique, souk d'ondes, crache des sons indigestes. Je tourne la tête et, dans l'allée de droite, une fille sublime dans sa Hyundai sport. Elle se faufile. Elle cherche une file plus rapide. Dans la seconde, je suis aimanté d'elle. Pourquoi je la suivrais jusqu'au bout du monde?

J'ai eu dans ma vie des amours de nuit le jour et des amers amours de jour la nuit.

Elle ne porte aucun bijou. Sa peau est blanche albâtre. Elle se fraie un chemin dans le bouchon. Mon corps est une fournaise. J'ai chaud et je grelotte. Je suis pris d'une fièvre lièvre. Je perfore l'immense magma d'autos queue-leu-leu. Je fais corps avec mes quatre chevaux. Je la regarde se défilier devant moi. Tu es là, tu me regardes sans me voir. La beauté, en ce moment, occupe tout l'espace de mon esprit. Elle est un matin qui crève mes eaux, le soleil est là entre mes jambes, c'est indiscutable. Je ne suis pas l'arbitre de tes pensées. Une pluie de manne dans le soleil qui effleure l'eau.

Je fabule dans mon cénacle sur roues. Je suis nu et mon contour est dessiné de sang. Je roule, j'aurai demain un examen pour savoir si mes phares sont bien ouverts. Je vole au-dessus d'un canal hindou. Mes ailes sont une tempête, les arbres ne supportent pas l'amertume. L'Oural, il beugle. C'est le temps qui décide. Dieu, c'est lui qui fait la température. J'entends le bruit du frottement de la terre dans l'univers. Dieu saupoudre la rosée sur mes cils. Je ne suis pas vieux et j'ai vécu comme si dix vieillards m'habitaient. Je connais ce qu'est le vide et le vide m'unit. De ma vitre, tu vois mes lèvres bouger. Je suis là devant toi à jouer à la vérité. Je joue. Je ne sais pour l'instant ne faire que ça. M'offres-tu ton ventre pour que j'y demeure, m'y perpétue? Ma vie coule entre mes mains. Une eau sèche, faite de soupçons d'avril, ne découvre pas ton île. Mon assurance est en exil, cachée en arrière de tes yeux, tes yeux pleins d'interstices. Ça tournoie. Mes doigts divaguent, mais toi, es-tu ma bague? Qu'es-tu venue faire dans ce bouchon fantasque: me déboucher?

La lumière s'accouple avec le vin. Tisons dans mes reins. Quel est ton nom, arrogant intervalle? Tu n'as rien de moi, pourtant tu m'intrigues. Une bouffée de poisson fumé. Je rêve d'être un autre que moi. Je ne rêve pas d'être ce que je suis, je le suis. La nature transcende-t-elle l'être ou l'être transcende-t-il la nature à force de façonnement? Je fabule. Je suis dans un appartement trop petit, le lit est trop petit, les draps sont trop nombreux, la toilette trop petite, le bain coule, l'eau déborde. Ma mère est là, assise sur un rebord d'auto, dans cet appartement trop petit. Elle me dit que je perds mes cheveux, moi, je riposte, toi aussi. Regarde le dessus de ta tête, il est vide, un cratère, une tête lune. Je suis sur une jument, elle s'appelle Edmond. Chaque trot est quasiment un orgasme, je fais complètement corps avec elle. L'amour. Serge, dans un coin du manège, me donne des notes. Je lui dis qu'il est trop directif. Je galope. On s'obstine. Dans un autre coin, un superbe cheval noir éclatant, il s'appelle Grâce. Je monte une côte à pied, très inclinée, plus je monte, plus je trouve de la force et de la vitesse pour l'escalader. Un autre appartement se trouve en haut de la côte. Il est en même temps une maison ancestrale, il est rempli de gens excentriques, de peaux pleines de tatous, de perforations, de gens qui pètent plus haut que le trou, de gens qui têtent plus haut que la broue: ils boivent, mangent, jouent aux cartes, jouent à être d'autres qu'eux-mêmes. Moi, je marche sur le plancher de bois, le bois des vaches. J'arpente le lieu. Je suis dans un zoo urbain, dans une cage d'illusions. Serge s'y trouve. Il sirote une peine. Il rit. Je sors dehors, je baisse mes culottes et j'avance dans une forêt d'arbres penchés, très hauts, cathédrale avec peu de racines. Une église s'y cache et des vieux, dedans, chantent un alléluia très doux. Il y a de la buée dans l'air. Je reviens à l'appartement, il est vide. Reste une odeur que je n'arrive pas à sentir. Calme. La pièce craque. Elle est trop grande pour moi. Est-ce une maison que je viens d'acheter? Je n'arrive pas à l'habiter. Par la fenêtre, je vois la mer et, sur la berge, un relief de rocs tout en escarpes. Il y a une petite île avec deux sapins rabougris au loin, et je suis follement attiré par cette île. J'y suis. La mer s'ébroue, la petite île, c'est ma maison, il n'y a que de l'horizon.

Moi, je fais l'expérience en auto d'une nouvelle route. Tu baisses la vitre, la route de gauche est la plus rapide. ●



SITES INTERNET



CORNE DE BRUME

www.virusdesign.com/Cornedebrume.com/02/index.html

Voici un site original. Sérieux sans se prendre au sérieux. Ludique sans tomber dans l'insignifiant. Onirique sans toutefois décoller de la réalité. Il porte un regard sans complaisance sur le monde de la politique, avec beaucoup d'humour qui introduit du jeu



leSensdelavie.com

A la recherche du sens 2002

Entre

présence féminine parmi les auteurs. Il faut espérer que ce n'est pas un parti pris, mais simplement un oubli! Auquel cas, on pourrait facilement y remédier.

ANNE-MARIE AITKEN

VIDÉO



THE CORPORATION

RÉALISATION : MARK ACHBAR ET JENNIFER ABBOT
PRODUCTION : BIG PICTURE MEDIA CORPORATION
CANADA, 2004, COULEUR, 145 MIN.

Inspiré du livre de Joel Bakan, *The Corporation: the pathological pursuit of profit and power* (Free Press, 2004), voilà un film choc – dont Bakan signe d'ailleurs le scénario. Il trace un portrait horrifiant de ces machines à faire du profit, rouage indispensable de la mondialisation capitaliste. Si, ces



dernières années, les scandales boursiers et financiers d'Enron, Worldcom, Tyco et Cie nous ont déjà alertés sur les vices cachés de ces sociétés tentaculaires, le documentaire extrêmement dense, qui appelle à la barre une kyrielle de témoins de renom, nous convainc de leur caractère foncièrement pervers. Il nous montre à quel point ces grandes sociétés manipulent l'opinion, complotent et magouillent pour la seule chose qui leur importe : faire de l'argent.

The screenshot shows the website interface with a navigation bar, a main header, and several content blocks. Key sections include:

- Participez!**: A call to action for users to contribute to the site.
- Le Petit Cornu Dictionnaire**: A section for a dictionary.
- boilechite.com**: A section related to the website's theme.
- Winners & Losers**: A section for a quiz or game.
- SIX DEGRÉS de séparation**: An article about social networks.
- Festivals et forums**: A section for events.
- ACHETEZ UN T-SHIRT**: A promotion for t-shirts.
- Erratum**: A correction notice.
- Sur le réseau**: A section for online content.
- leSensdelavie.com**: A link to another website.
- FUTUR VU**: A link to a magazine.
- AcmeCloning.com**: A link to a cloning website.
- Disney et Mord George**: A section about Disney and a character named Mord George.

dans la réflexion et cultive la prise de distance. Culture, humour et philosophie s'y entremêlent joyeusement pour le plus grand plaisir de l'internaute.

Il se présente en fait sous la forme d'un journal aux parutions régulières, composé de diverses rubriques – que l'on retrouve d'un numéro à l'autre – d'une facture graphique très soignée. De nombreuses entrées sont proposées. «Le petit cornu dictionnaire», vous offre de savoureuses définitions. «AcmeCloning.com», vous fournit toutes les recettes pour choisir, mais surtout pour améliorer votre clone qui, bien sûr, vous exaspère! «Le sens de la vie.com» vous invite à l'intériorité et au récit de vie. «Futur.vu» vous projette dans l'avenir et vous donne des clés pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui, tout en en révélant les impasses. Sans oublier les «Actualités», «Le journal de voyage», «La joie de vivre», etc. Le parti pris – qui traverse presque tous les textes – est de se situer du point de vue de l'avenir. Cela s'avère très astucieux, laissant libre cours à l'imagination et évitant de se prendre trop au sérieux à la lecture de l'actualité.

Hébergé par le site VirusDesign.com, Corne de Brume se veut expérience et laboratoire. Le projet est «collaboratif». Les lecteurs sont invités à participer à l'élaboration du réseau au moyen de textes et d'images dont ils demeurent les propriétaires. Aucun but lucratif; le réseau trouve son soutien financier par la vente de t-shirts sérigraphiés. De nouvelles rubriques sont en gestation. Elles semblent aussi prometteuses que celles déjà existantes: autofiction.org, résistance.tv, utopie.ca, findumonde.com, etc.

Bref, vous êtes sûrs de passer de bons moments en allant visiter ce site. Un seul regret: le manque total de

Sous le couvert de la fiction légale, elles sont devenues des « personnes morales », capables de poursuivre en justice des États. Étrange qualificatif pour des entités sans moralité aucune, prêtes à tout pour engranger bénéfices sur bénéfices – qui peuvent par ailleurs avoir à leur tête des pdg consciencieux et aimables, nous rappelant que les grands crimes du monde moderne ont été pour la plupart commis par des hommes en apparence irréprochables.

Le principal défaut de ce film, c'est qu'il est trop bavard. À cet égard, il

enfants sous les spots publicitaires alors que, dans l'ombre, des enfants travaillent pour elles afin de garnir leurs étagères de produits bon marché. D'autres créent des produits dangereux pour la santé, les mettent sur le marché et en font la promotion comme étant inoffensifs, et ce sans état d'âme, l'argent anesthésiant toute mauvaise conscience. Et ce ne sont pas les amendes qui les effraient, négligeables à côté des profits qu'elles engrangent.

Le plus dur, pour plusieurs, sera de reconnaître qu'on s'est fait berné. Que ce rêve hollywoodien, vendu à grande échelle, est fait de cauchemars étouffés et déniés. Que ne rien faire c'est



the Corporation

a film by Mark Achbar, Jennifer Abbott & Joel Bakan

n'est pas conseillé de voir ce documentaire en sous-titrage, sous peine de sacrifier les images à la lecture. Mais un film n'est pas un livre. À vouloir tout dire, on sature. Au lieu d'être réquisitionné sans trêve par les discours, des plans silencieux, tout aussi parlants, auraient permis d'éprouver – au lieu de trop souvent la subir – cette preuve accablante étalée sous nos yeux.

Heureusement, le documentaire est loin de nous écraser sous le poids de la fatalité, d'alimenter la passivité et la résignation. C'est l'indignation qu'il soulève, et efficacement, en montrant que la fatalité qui constitue l'air du temps est une création volontaire de ce monde d'affaires; la condition de leur manœuvre. Il dévoile bien le mensonge qui cache l'injustice. Ainsi, des entreprises comme Wal-Mart aident les



participer, à sa manière, au pillage de ces prédateurs. Plus qu'au devoir de résistance, c'est au pouvoir du peuple qu'on fait appel. Car tout pouvoir fondé sur le mensonge est précaire. Même si le pouvoir des multinationales dépasse parfois celui de bien des États, il est rendu possible par des chartes qui peuvent être révoquées. Il repose sur un consentement populaire qui peut leur être retiré. Le documentaire présente à cet égard de nombreuses pistes d'action, de résistance et de rébellion.

Parmi cet arsenal proposé, la dérision est une arme redoutable. L'inef-

fable Michael Moore la manie d'une main de maître. Dans *The Corporation*, il arrive encore à nous déridier – certes, d'un rire jaune – quand il dirige une chorale de Noël composée d'ex-fumeurs trachéotomisés dans le hall



NANCY BLECK

d'une multinationale du tabac. Il nous rappelle également, bien à propos, que les marchands du monde sont prêts à vendre les cordes qui serviront à les pendre, dans la mesure où elles leur rapportent de l'argent. Ce documentaire, comme ceux de Moore, le démontre habilement.

JEAN-CLAUDE RAVET



Un peuple oublié

JOSEPH YACOB, *MENACES SUR LES CHRÉTIENS D'IRAK*, CHABRAY-LÈS-TOURS, C.L.D., 2003, 200 p.

Ce livre est à la fois un cri et un appel. Le cri d'un peuple irakien livré sans vergogne à la fureur des bombes et des canons, le cri de ses minorités chrétiennes encore davantage étouffé par des puissances occiden-

son patrimoine culturel et de ses croyances religieuses. Il contient des communautés nationales, culturelles et religieuses qui demandent à être reconnues et protégées. Un éminent assyriologue reconnaît chez les Babyloniens (Irakiens) la double finalité laïque et religieuse assortie d'un double devoir, celui de l'organisation du monde et celui du culte liturgique. L'homme est fait pour le service divin et le perfectionnement de la nature.

On peut aujourd'hui se demander : qui sont les chrétiens d'Irak? Par malheur, les interventions européennes fréquentes aux deux derniers siècles ont suscité chez les Orientaux un sentiment de méfiance à leur égard. On a voulu occidentaliser l'Église d'Orient. Pendant ce temps, on a redécouvert chez les Assyro-Chaldéens, héritiers d'une longue histoire, une littérature extrêmement riche mais trop mal connue dans la langue araméenne qui est la leur. On se rappellera alors que le passé de cette région n'est pas seulement un objet de musée, un instrument de folklore ou un motif de fierté qu'on exhiberait à l'adresse des touristes.

Contrairement à la propagande dominante, l'Irak n'est pas un désert, comme plusieurs médias occidentaux l'avaient laissé entendre. Berceau du monde civilisé, le pays est surchargé de valeurs symboliques, il est une mosaïque religieuse, le point de départ de la religion biblique et un centre important de l'islam chiite. Faut-il rappeler qu'Abraham, père des croyants, est sorti d'Ur en Chaldée (au sud de l'Irak), ville que le pape voulait visiter? Dans ce cadre, ajoute Dominique de Villepin, ex-ministre français des affaires étrangères : « Les Nations unies devront être au cœur de l'action pour garantir l'unité de l'Irak, assurer la stabilité de la région, protéger les populations civiles et préserver l'unité de la communauté internationale. » Tel est le destin de ce pays aux mille facettes et promis à un avenir incertain.

JEAN-MARC DUFORT

Rêver l'Église?

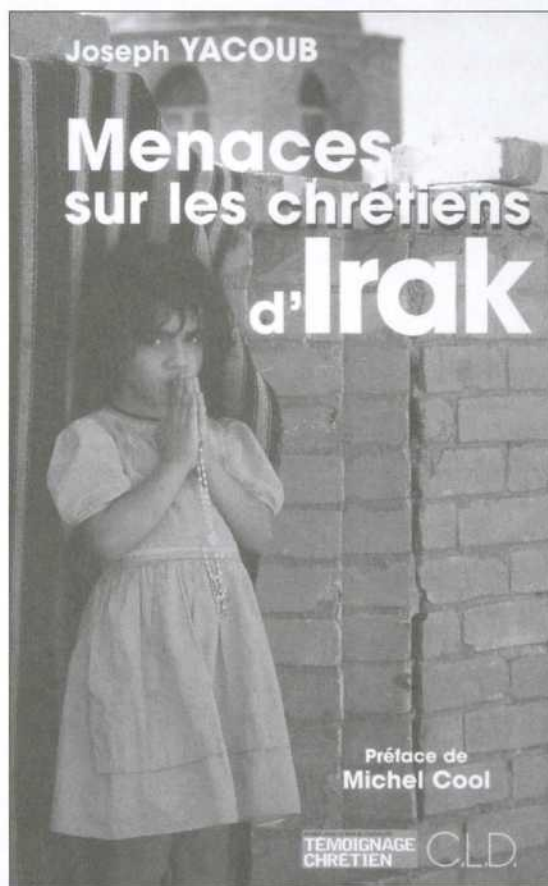
JACQUES NEIRYNCK, *LA PROPHÉTIE DU VATICAN*, PARIS, PRESSES DE LA RENAISSANCE, 2003, 292 p.

Aux amateurs du *Manuscrit du Saint-Sépulcre*, voici le retour de la famille De Fully : Théo, savant et prix Nobel de physique; Emmanuel, prélat suisse de la Curie devenu, à la fin du précédent roman, le pape Jean XXIV; et finalement leur sœur Colombe, médecin travaillant en Californie avec des malades en phase terminale. Les lecteurs de formation chrétienne y auront peut-être reconnu les trois dimensions de la Trinité, Père, Fils et Esprit. Quant aux amateurs de fiction, ils y retrouveront les personnages et le style savoureux d'un scientifique franco-suisse que rien ne prédestinait pourtant au polar religieux.

Rome, 200... : Jean XXIV qui, quelques semaines après son élection, avait choisi de quitter les palais historiques du Vatican pour s'installer à la basilique St-Jean-de-Latran, signifiant ainsi clairement son rôle d'évêque de Rome et à ce titre, de *primus inter pares* (premier des évêques parmi des pairs), disparaît mystérieusement 18 mois plus tard. Ses tentatives de réformer le gouvernement de l'Église se sont heurtées à la résistance sourde, mais tenace, de la Curie romaine menée par le cardinal Tarcisio Bertini.

En fuite incognito parce qu'il se sent menacé, sa disparition est rapidement camouflée par le Vatican qui élit même par la suite un successeur moins dérangeant. Que va devenir l'Église, écartelée entre deux papes, deux visions, deux avenir?

Mêlant habilement, comme dans *Le Manuscrit*, faits historiques et fiction, l'auteur fait réfléchir tout en divertis-



tales qui se croient inspirées par Dieu. Et, cependant, l'appel de ce peuple oublié fait penser à une relecture du passé dans une perspective plus ouverte et plus humaniste aboutissant à une conscience historique : conscience pré-islamique et pré-arabe remontant aux origines de l'histoire et de la civilisation. L'Orient arabe vivant en situation critique ignore des pans entiers de

Abraham et la nouvelle humanité

sant. Derrière l'intrigue policière et ses nombreux rebondissements, Neiryck développe le scénario – et même, en filigrane, la théologie – d'une Église différente, radicalement renouvelée aux sources de l'Évangile, dépouillée de ses moyens et de ses atours pour revivre au ras du sol, surtout avec les petites gens ordinaires ou les laissés-pour-compte qui rappellent ceux de la Palestine de Jésus.

L'hypothèse romanesque n'a rien de rigoureux ou de scientifique. Elle ne revendique même pas la vraisemblance de la futurologie ou de la science-fiction. Elle ouvre au contraire l'espace du rêve, de l'utopie et de la grâce : ceux du royaume des cieux et des Béatitudes annoncés prophétiquement par un menuisier juif qui a pourtant fini sa vie sur une croix, et repris constamment depuis 2000 ans par d'innombrables témoins allant des escrocs aux saints les plus admirables.

La Bonne Nouvelle ne se laisse pas enfermer dans l'institution ecclésiale, pas plus que dans ses traditions, rites et dogmes. À une époque où l'Église se cherche – surtout dans les pays d'Occident – et où l'avenir du christianisme est souvent interrogé, il est particulièrement opportun de laisser l'imagination vagabonder et revenir aux sources. Jean XXIV ne sera peut-être pas le prochain pape, et si jamais il l'était, il est sans doute peu probable qu'il suive l'itinéraire de *La prophétie du Vatican*. Mais tous pourront trouver leur plaisir et leur compte en le lisant : amateurs de suspense, d'imagination ou d'ecclésiologie ! Qui sait si cela ne contribuera pas à redonner des idées et de l'espoir ?

DOMINIQUE BOISVERT

ABRAHAM SEGAL, ABRAHAM. ENQUÊTE SUR UN PATRIARCHE, PARIS, BAYARD, 2003, 506 P.

Abraham est à juste titre considéré comme le trait d'union entre les fidèles des trois religions monothéistes dites abrahamiques : le judaïsme, le christianisme et l'islam. Jusqu'à maintenant, nous n'avons aucun vestige matériel d'Abraham. L'enquête qui s'amorce ici, quoique semée d'embûches et de surprises, porte sur deux questions : comment résonne l'histoire d'Abraham à travers les religions et les cultures et que signifie pour nous, aujourd'hui, cette figure du père et l'épreuve du sacrifice ? L'interrogation suivra des champs multiples (le tout entre histoire et légende) marquées par les traditions religieuses, les arts, la littérature, les recherches historiques, la théologie, la philosophie, la psychanalyse... Le recours aux traditions lointaines laisse en jachère les problèmes existentiels et politiques d'aujourd'hui sans vouloir déchiffrer les énigmes du récit biblique avec les clés de la science.

On insistera d'abord sur la fonction d'Hébron, sanctuaire d'Abraham et première capitale de David, autrement dit sur le lien établi entre le roi et le patriarche. Dans la Bible, on ne trouve ni dates, ni personnages qui seraient les contemporains d'Abraham. Seul le lien Hébron-Mamré fournit à la tradition biblique un arrière-fond valable. On peut compter sur la tradition yahviste du Pentateuque qui présente une structure solide de légendes et de récits historiques, capable d'inspirer les récits de la genèse. Seule la naissance du judaïsme après l'exil coïncide avec l'existence nationale de Juda et d'Israël. Et les mythes territoriaux continuent à jouer un rôle déterminant sur le conflit israélo-palestinien.

Plus récemment, la figure du père s'est associée au couteau du sacrifice. Aujourd'hui, la geste d'Abraham con-

inue à susciter des questions fondamentales. Pensons à Kierkegaard et à Kafka, pour ne nommer que les plus connus. Paul Beauchamp, théologien et exégète, a retrouvé des idées proches de celles de Lévinas : « La nouvelle humanité commence avec Abraham. L'élection d'un seul et la bénédiction de tous à travers lui. »

Une réconciliation entre les descendants d'Ismaël et d'Isaac ne pourrait-elle pas advenir sous les auspices du patriarche ? « Avec un certain recul, écrit Ségal, on peut considérer que les protagonistes s'entretuent pour un tombeau vide, au nom d'un personnage imaginaire qu'ils revendiquent comme leur ancêtre. »

JEAN-MARC DUFORT

Abraham Ségal Abraham Enquête sur un patriarche





Un nouveau souffle

ASSEMBLÉE DES ÉVÊQUES DU QUÉBEC, JÉSUS CHRIST, CHEMIN D'HUMANISATION. ORIENTATIONS POUR LA FORMATION À LA VIE CHRÉTIENNE, MONTRÉAL, MÉDIASPAUL, 2004, 110 P.

En octobre 2001, après le vote de la loi 118 qui a déconfessionnalisé les structures scolaires, les évêques du Québec avaient annoncé leur intention de rédiger un « document de référence » donnant des orientations pour guider les efforts de mise en œuvre de la catéchèse à tous les âges de la vie. C'est chose faite avec cet ouvrage paru au printemps.

S'inscrivant dans la perspective du *Directoire général pour la catéchèse* paru en 1997, et se situant dans la mission d'évangélisation de l'Église, le document définit la catéchèse comme « une ouverture à la rencontre du Christ et une voie d'humanisation intégrale pour les personnes et pour le monde ». Il distingue la catéchèse d'éveil à la foi de la catéchèse d'initiation ou encore de la catéchèse permanente qui correspondent aux temps de la première annonce, de l'initiation chrétienne et de la pastorale. Ces distinctions sont clairement exposées et quelques pages de vocabulaire, en finale, permettent de se repérer dans ces notions que la situation des croyants aujourd'hui rend particulièrement complexes. En effet, loin de se succéder de façon linéaire dans le temps, elles peuvent se conjuguer et viser des personnes d'âges très différents.

Il demeure encore dans les esprits que la catéchèse concerne les enfants et les jeunes. La lecture de cet ouvrage nous ouvre à une autre perspective.

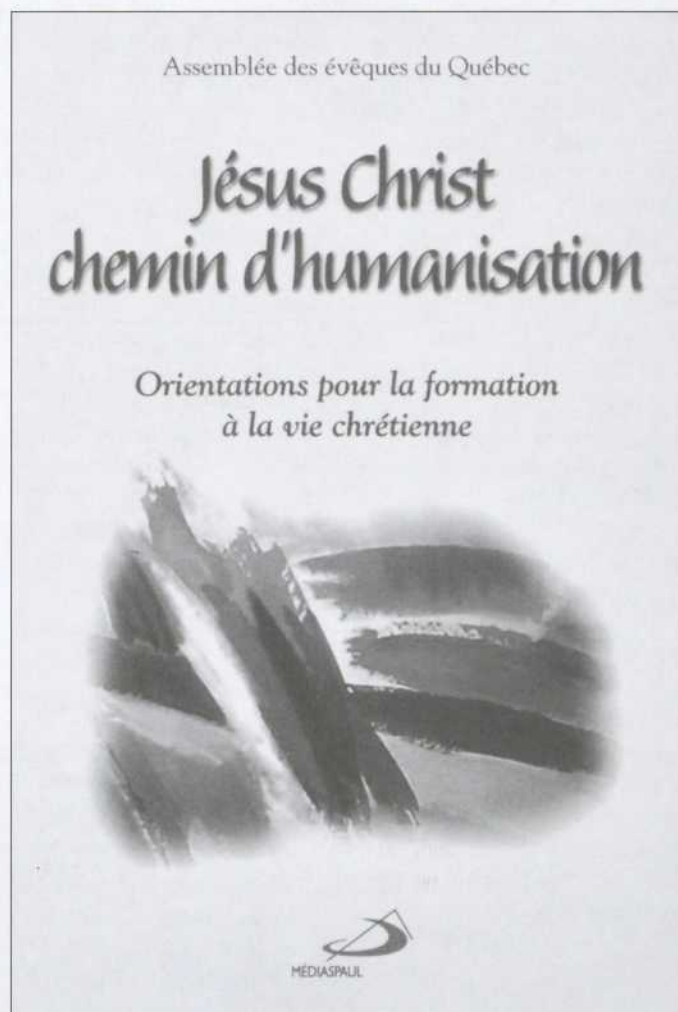
Comme le souligne Jean-Paul II : « La catéchèse des adultes est la forme principale de la catéchèse parce qu'elle s'adresse à des personnes qui ont les plus grandes responsabilités et la capacité de vivre le message chrétien sous sa forme la plus développée. »

L'accent est mis sur la démarche d'accompagnement qui ne laisse pas pour autant dans l'ombre le côté systématique et structuré de toute formation chrétienne. Le modèle catéchuménal demeure la source d'inspiration de la démarche catéchétique, mais avec souplesse et imagination.

Le paysage ecclésial se transforme radicalement, mais l'Esprit continue à

souffler sur cet apparent désert. Ces perspectives étaient nécessaires pour donner du souffle à l'entreprise ecclésiale de transmission de la foi de génération en génération. Les défis sont en effet nombreux. Ils sont à relever avec ténacité et espérance.

ANNE-MARIE AITKEN



Prochain numéro

Le numéro d'octobre/novembre de la revue *Relations* sera disponible en kiosques et en librairies dès la troisième semaine d'octobre. Il comprendra notamment :

- un dossier sur la mort incluant des articles sur son déni dans la société contemporaine, sa récupération marchande par l'industrie funéraire, sa mise en discours dans la culture et le rituel; ce dossier abordera aussi les enjeux des soins palliatifs et proposera une réflexion sur la mort comme expérience de la limite et de la transcendance;
- une controverse sur la télé-réalité;
- une réflexion sur l'avenir de la démocratie au Maroc;
- un regard sur les enjeux théologiques de l'ouverture à l'étranger;
- suite de la chronique de Jean-François Casabonne, illustrée par Stéphanie Béliveau;
- des œuvres de notre artiste invitée, Ozanne Tremblay.



OZANNE TREMBLAY, 1991

Relations

société politique religion

8 NUMÉROS PAR ANNÉE, 44 PAGES

4,95 \$ PLUS TAXES

ABONNEZ-VOUS...

UN AN : 35 \$ DEUX ANS : 65 \$
À L'ÉTRANGER (UN AN) : 45 \$
ÉTUDIANT : 25 \$ (SUR JUSTIFICATIF)

par téléphone : (514) 387-2541
par télécopieur : (514) 387-0206
par courriel : relations@cjf.qc.ca
par la poste :

Relations

a/s Mme Hélène Desmarais
25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6

Oui, je désire un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE (_____) _____

Je désire également envoyer un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$
à la personne suivante :

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE (_____) _____

Montant total : _____ \$ Je paie par chèque (à l'ordre de *Relations*)

Visa Mastercard

NUMÉRO DE LA CARTE _____

EXPIRATION _____ SIGNATURE _____



EXPOSITION UN SIÈCLE D'ACTION SOCIALE

MARIE GÉRIN-LAJOIE ET LES SOEURS DU BON-CONSEIL



INSTITUT NOTRE-DAME
DU BON-CONSEIL
DE MONTRÉAL

1215, boul. Saint-Joseph Est,
Montréal, Québec, H2J 1L7
Téléphone : 514-271-9198
Courriel : institut@bonconseil.qc.ca